LES ÉTATS CONFÉDÉRÉS D'AMÉRIQUE

VISITÉS EN 1863

PARIS

IMPRIMERIE DE L. TINTERLIN ET C[e]

Rue Neuve-des-Bons-Enfants, 3.

LES

ÉTATS CONFÉDÉRÉS

D'AMÉRIQUE

VISITÉS EN 1863

MÉMOIRE ADRESSÉ A S. M. NAPOLÉON III



PARIS

E. DENTU, LIBRAIRE - ÉDITEUR,

PALAIS-ROYAL, 17-19, GALERIE D'ORLÉANS

—

1864



Une visite récente aux États Confédérés d'Amérique, m'ayant permis d'étudier par moi-même les conditions sociales d'un peuple luttant pour son indépendance nationale depuis bientôt trois ans, j'ai consigné dans les pages suivantes le résultat de mes observations, et je les soumets à la haute appréciation des hmomes d'État du Gouvernement français.

J'ai parcouru plusieurs États de la nouvelle Confédération, et je me suis entretenu, au siége du Gouvernement, non-seulement avec de simples citoyens des États que je n'ai pu visiter, mais aussi avec les hommes d'État qui président aux destinées de ce peuple.

Partout j'ai pu me convaincre de l'unité de vue et de sentiments sur la question qui leur a mis les armes à la main.

C. GIRARD.

Paris, le 30 novembre 1863.

TABLE

Pages.

Appendice.



LES

ÉTATS CONFÉDÉRÉS

D'AMÉRIQUE

VISITÉS EN 1863

I

Je passe sur les incidents de mon voyage et j'arrive, par la baie de Charleston, sur le théâtre des événements, à travers une double ceinture ennemie; la ligne extérieure formée par les bloqueurs, l'intérieure par l'escadre, qui, le lendemain même; devait réitérer sa tentative du 13 avril dernier sur les travaux avancés qui défendent la ville de Charleston.

Le 8 juillet, à une heure et demie du matin, par un clair de lune éclatant, la « Junon » jetait sa petite ancre sous la protection du fort Sumter. Le jour venu, elle s'avança plus avant dans la baie, d'où je me rendis à terre au quartier-général afin d'obtenir du général Beauregard, commandant militaire de la place, un laissez-passer pour me rendre à Richmond. Le général me reçut avec cette affabilité que connaissent tous ceux qui l'ont approché, et sans préoccupation aucune sur l'issue de la lutte qui allait de nouveau s'engager. Le calme de sa conversation reflétait, à mes yeux, le calme que j'avais observé dans la rue; car, je dois le dire, à part quelques soldats que l'œil rencontrait, un étranger aurait eu lieu de douter que le pays où il se trouvait fût réellement en guerre, et que la ville de Charleston elle-même fût l'objet de la haine la plus acharnée de la part de l'ennemi.

Dans le cours de notre conversation, une allusion ayant été faite à la reconnaissance ou non-reconnaissance des États Confédérés par l'Europe,

le général Beauregard observa : « Nous l'établirons d'abord par nos victoires, l'Europe nous reconnaîtra après. »

Le lendemain, les Fédéraux firent une tentative de débarquement sur l'île Morris (*Morris Island*), dans l'espoir de faire tomber le fort Sumter d'abord, puis le fort Moultrie, qui lui est opposé. L'attaque fut victorieusement repoussée ; les Fédéraux se virent contraints de se réfugier sur leurs embarcations, laissant neuf cents morts et blessés sur le terrain et trois cents prisonniers entre les mains des Confédérés.

Depuis cette époque jusqu'à ce jour, on peut dire que le siége de Charleston n'a eu d'autre répit que celui que l'ennemi a dû lui accorder en vue de sa propre sécurité.

Je ne puis passer sous silence l'attaque désespérée du fort ou batterie Wagner, le 19 juillet. Dans cette attaque, à laquelle un régiment de nègres a pris part, on a beaucoup parlé de la « manière admirable » dont ces derniers ont com-

battu. Les Fédéraux leur avaient, disait-on, réservé le *poste d'honneur !* c'est-à-dire qu'ils furent placés sur le premier rang et poussés au combat la baïonnette dans les reins ; ceux qui reculaient ou qui montraient quelque hésitation étaient aussitôt transpercés ou fusillés par leurs amis les Yankees, qui formaient l'arrière-garde.

Il est facile de concevoir que ces malheureux combattirent avec le courage d'un désespoir digne d'un meilleur sort. Si les nègres, dans ce sanglant conflit, eurent du courage un instant, l'énergie des Charlestoniens, également mise à l'épreuve en cette circonstance, dérouta une fois de plus l'audace de leurs agresseurs.

Le véritable siége de Charleston remonte en réalité au commencement d'avril dernier. A cette époque, les Fédéraux, se croyant en mesure de l'entreprendre, dirigèrent une attaque formidable contre le fort Sumter, point de départ de la guerre en 1861. Il eût été effectivement bien agréable aux Yankees d'annoncer au monde la reprise de cette place.

La nouvelle de la défense héroïque de ce fort fut reçue en Europe avec une surprise mêlée d'admiration. Il appartiendra à l'histoire impartiale de ce siége mémorable de nous donner la clef des succès comme des revers qu'il a tour à tour éprouvés.

Pour ceux des lecteurs que ce siége intéresse, je reproduis à la fin de ce travail, sous forme de document, une lettre émanant de l'un des défenseurs du fort Sumter, officier du génie sous les ordres de Beauregard.

A mon départ de la Confédération, on s'attendait au démantèlement du fort Sumter; mais, dans l'opinion de tous, la chute du fort ne pouvait nuire en rien à la défense de Charleston, et si la ville était destinée à tomber, ce ne serait qu'après avoir été réduite en cendres.

II

De Charleston à Richmond, on compte quatre cent cinquante milles anglais par voie ferrée. Les principales étapes de ce parcours sont : Florence, au nord-est de la Caroline du Sud; Wilmington, Goldsboro et Weldon, dans la Caroline du Nord, et Pétersburg en Virginie.

Pour un voyageur habitué à ce trajet, au temps où la paix régnait sur ces belles contrées, le paysage était bien changé. C'étaient bien toujours ces forêts immenses, ces arbres gigantesques aux longues barbes blanches descendant jusqu'à la futaie touffue que souvent elles entrelacent. Mais sur les planta-

tions, les terres cultivées! quel changement! Là où naguère florissait l'arbre à coton, dont la disette sur nos marchés est la cause première de tant de misères et de souffrance parmi les populations de l'ancien monde, s'élèvent actuellement le maïs, les céréales, la pomme de terre, côte à côte avec la patate. Çà et là seulement, une aire restreinte a été réservée au cotonnier, comme simple réminiscence du passé.

Le peuple de la Confédération a compris que le premier de ses besoins était celui de vivre. La nature s'est montrée prodigue à son égard; les récoltes ont été surabondantes. Dorénavant, affranchi du dehors pour tout ce qui touche aux substances alimentaires, il est en mesure de soutenir la lutte aussi longtemps que les bras ne feront pas défaut dans les campagnes et sur les plantations.

Les forêts de pins de la Caroline du Nord produisent, comme on sait, de la résine en abondance. Deux récoltes étaient là, n'attendant que des bras pour les distiller et la levée du blocus pour les exporter.

Sur notre route, entre Wilmington et Weldon, j'eus la douleur de constater la plupart des distilleries détruites par l'ennemi, ainsi que les magasins de cette résine. Les Fédéraux, qui occupent encore les rivages de la mer, du côté du détroit de Pimlico (*Pimlico Sound*), font de fréquentes incursions dans l'intérieur de cet État, dans le but unique de piller et de détruire. Je reviendrai plus loin sur ce sujet.

Quelques jours auparavant, ils avaient fait une apparition aux environs de Varsovie, petit village non loin de Goldsboro, et y avaient détruit la voie ferrée. Comme cette voie avait été nouvellement réparée, le train marcha lentement et avec précaution toute la journée, cela me permit de faire une foule d'observations qui, sans cela, m'eussent échappé.

A Goldsboro, un détachement de prisonniers que l'on conduisait à Richmond sous escorte, fut placé sur notre train. Il faisait partie de cette bande d'incendiaires et de maraudeurs qui avait commis

les dégâts sur la voie ferrée auxquels je viens de faire allusion. C'est ici où, pour la première fois, je fus témoin du grand contraste qui existe dans la manière de voir de deux peuples sur la conduite de la guerre. D'un côté, des hommes qui s'étaient mis hors la loi par leur conduite inhumaine, n'ayant plus aucun droit aux bénéfices des prisonniers de guerre, étaient cependant traités avec la plus grande urbanité et conduits au siége du Gouvernement pour y être échangés au cas échéant. De l'autre, des jeunes gens, la plupart âgés de dix-huit à vingt-deux ans, condescendant aux moindres besoins des prisonniers que les lois de leur État condamnaient à l'avance. Je ne dirai pas que le peuple n'était point exaspéré ; il avait le droit de l'être, et dans des circonstances pareilles, je comprends, mais sans l'approuver, que parfois il propose d'arborer le drapeau noir.

III

Le train qui nous amenait à Richmond avait ralenti de beaucoup sa vitesse à partir de Pétersburg, attendu l'état de la voie; le grand pont de la rivière James fut traversé avec une extrême lenteur. Ce pont est la seule voie de communication avec le Sud depuis le commencement des hostilités, et les nombreux trains de marchandises et d'approvisionnement qui ont passé sur cette ligne étaient plus que suffisants pour la mettre dans l'état où elle se trouvait.

Belle-Isle, vue du milieu de ce pont, présentait

à l'œil l'aspect le plus pittoresque. Sur la partie basse, se dressaient les nombreuses tentes qui servaient d'abri à la première classe des prisonniers de guerre ; tandis que la partie la plus élevée était couronnée d'une batterie de canons qui en gardait les issues ; la rivière étant guéable sur plusieurs points, en cet endroit.

En arrivant dans la capitale de la Confédération, le 10 juillet, la première nouvelle de l'armée du Mississipi qui parvint à ma connaissance, était la perte de Vicksburg et de Port-Hudson, ainsi que la marche rétrograde de l'armée du nord de la Virginie, sous le commandement du général Lee.

Tout cela, au premier abord, ressemblait à des désastres, lorsqu'en réalité, ce n'était qu'un contretemps. Le bon sens du peuple le jugeait ainsi ; aussi, nul découragement, nulle panique ne se manifestèrent. On comprit tout d'abord la situation telle qu'elle devait en ressortir par la suite. La chute de Vicksburg et de Port-Hudson ne devait

nullement ouvrir le Mississipi au commerce du monde, et la retraite du général Lee ne faisait que de reculer l'accomplissement d'un plan de campagne arrêté dans l'esprit du gouvernement et du chef de l'armée.

Mon premier soin fut d'aller présenter mes respects au président Jefferson Davis, pour lequel j'avais une lettre de recommandation. Il me fit un franc et cordial accueil, et, après le départ des visiteurs ordinaires, une conversation suivie s'engagea sur l'Europe, que je venais de quitter, puis sur les principaux événements qui ont marqué la révolution américaine. Il y mit cette lucidité d'exposition et de jugement impartial qui le caractérisent à un si haut degré. Sa parole est plutôt lente, mais persuasive, souvent éloquente, toujours entraînante, de cet entraînement qui impose le respect de la part de ceux-là mêmes qui ne partageraient pas ses opinions. La confiance qu'il inspire à son peuple est sans bornes, à quelque degré social que l'on s'adresse. Cette confiance, chez les po-

pulations rurales, tient de l'admiration; tous ont les yeux tournés vers lui. On le sait apte à commander et à gouverner, et l'on voudrait qu'il exerçât ce droit bien au delà des limites que lui assigne la Constitution. Celle-ci, cependant, n'a pas de plus strict observateur que lui.

Le mandat que le peuple lui a confié est un de ceux qui ne se reproduisent qu'une fois dans l'histoire d'une nationalité. Elle n'est point au-dessus de son talent ni de son cœur; mais le tempérament le plus robuste parfois ploie sous le fardeau. Sa santé était bonne, mais les traits de sa physionomie dénotaient un travail opiniâtre auquel le jour ne suffisait point. On peut dire de lui, qu'il dirige toutes les branches du service public, l'armée, la marine, comme l'administration civile.

Lors de ma première visite, Vicksburg et Port-Hudson venaient donc de capituler; la veille, il avait signé cette proclamation qui appelait sous les drapeaux les hommes de dix-huit à quarante-cinq ans; Charleston venait d'être en butte à une nouvelle

attaque par terre ; une autre attaque par mer était en perspective ; on parlait de la deuxième retraite du général Lee comme d'un grand revers, et cet homme de fer, inébranlable dans sa foi politique, passait en revue ces divers événements dans le calme et la confiance la plus parfaite, n'éprouvant dans l'âme, pour seule tristesse, que le nombre des victimes que de semblables luttes entraînaient inévitablement à leur suite.

La capitulation de Vicksburg était, à ses yeux, le résultat d'une faute qui aurait dû être évitée ; celle de Port-Hudson découlait nécessairement de la première.

Il considérait comme un fait très-grave le débarquement des Fédéraux sur *Morris-Island.* Car, disait-il, les Yankees sont d'instinct fouisseurs du sol, comme les castors, et s'il leur est accordé de passer une nuit à terre, le lendemain matin ils seront déjà derrière des retranchements redoutables d'où il sera difficile de les déloger. Si la suite des événements l'a grandement prouvé, on ne saurait toute-

fois en faire un reproche au commandant de la place, qui n'a négligé aucune occasion favorable pour les repousser de cette localité. La vie de ses hommes lui tenait trop à cœur pour les exposer sans merci à la mitraille des canonnières ennemies, et cette même suite d'événements a plus que justifié la ligne de conduite qu'il a adoptée.

Je revis souvent le Président pendant mon séjour à Richmond, et j'ai conservé le plus vif souvenir de chacune de nos conversations. Une fois, il fut question de représailles. J'avais souvent été le temoin de discussions très-vives, à ce sujet, de la part d'hommes à divers degrés d'instruction et de position sociale. Les journaux la traitaient sous tous ses aspects. Le général Lee, dans un de ses ordres du jour, l'avait résumée par de si nobles paroles, que la presque totalité de la nation s'était rangée à son avis. « La question n'est pas de savoir, y était-« il dit, ce que nos ennemis méritent, mais bien ce « qui est digne de nous. » Le Président, dans l'entrevue que je rappelle ici, s'écria : « Je suis

obligé de me faire violence, afin de ne pas donner carrière aux justes ressentiments de haine et de vengeance que la conduite de nos ennemis m'inspire; gens sans foi ni loi, sans principes de moralité, vivant au sein d'une dépravation et d'une abjection profondes et bien au-dessous de ce que le langage permet d'exprimer. »

Ainsi, l'échange de prisonniers, jusqu'à l'époque dont je parle, s'était fait sur l'échelle la plus libérale de la part du Sud, qui en rendait souvent trois contre un. Mais à partir des événements de Vicksburg et de Port-Hudson, le Nord se trouva tout à coup, et pour la première fois, en posséder plus que le Sud. Le Nord d'abord fit cesser le cartel d'échange, puis il ne voulut plus échanger qu'à chiffres égaux les soldats seulement, gardant par devers lui tous les officiers comme otages, en vue de représailles à venir.

Souvent aussi, lorsqu'un cartel d'échange avait été convenu entre les belligérants, au lieu de faire prendre à ceux qui étaient l'objet de cet échange

la route la plus directe, ainsi que cela se pratiquait de la part du Sud, on les promenait d'étape en étape et par de longs détours, d'un pénitentiaire à l'autre, à travers des régions pestilentielles, jusqu'à ce que la maladie, la fatigue et les privations de toutes sortes en eurent décimé le nombre. C'est ainsi que cinq mille prisonniers mirent cinq mois pour venir de l'Arkansas dans la Virginie. Il va sans dire que ceux que le Sud avait renvoyés avaient depuis longtemps regagné leur sol et pris de nouveau du service dans l'armée fédérale.

Un autre détachement de quelques centaines de prisonniers échangés, qui avaient été ainsi promenés de prisons en prisons, à travers les États-Unis, passait dernièrement par Washington, où M. Lincoln les passa en revue. Les hommes qui le composaient n'étaient que le restant d'un nombre plus considérable et qui avaient survécu aux misères et maladies auxquelles leurs camarades avaient succombé durant leur longue captivité. C'est assez dire ce que leur condition présente devait être. L'un

d'eux reconnut dans la foule qui les entourait un noir, jadis son domestique. Une conversation s'en suivit. « Maître, lui dit le noir, vous me paraissez « souffrir beaucoup et manquer du strict nécessaire. « Voilà 100 dollars que je vous offre, et dès la « guerre finie, lorsque je pourrai quitter l'habit « militaire que je porte en ce moment, je vous re- « joindrai sur votre plantation. »

Le 17 juillet, trois cents prisonniers à peu près arrivaient à Richmond sous escorte. Ils venaient de Charleston, ayant été capturés lors du débarquement des Fédéraux, quelques jours auparavant, sur *Morris Island.* C'étaient pour la plupart des jeunes gens de dix-huit à vingt-cinq ans, revêtus de l'uniforme confédéré, c'est-à-dire de ce drap de fabrication indigène et dont il est parlé plus bas. C'était un surcroît de précautions pour éviter les risques que l'uniforme fédéral aurait pu provoquer de la part de quelques détachements qui avaient eu tant à souffrir aux mains des Fédéraux. Une recommandation expresse du général Beauregard portait

de ne point les échanger, quant à présent, de crainte que tous ne rejoignissent immédiatement l'armée à laquelle ils appartenaient.

En revanche, presque tous les soldats de la Confédération que nous rencontrâmes sur notre route, étaient munis de bidons en bois pris sur l'ennemi. Un grand nombre d'entre eux portaient également des pistolets de même provenance ; chez d'autres encore c'étaient des ceinturons, des armes blanches, des gibernes, etc. ; tout cela contribuait à donner à l'ensemble de ces troupes l'aspect le plus hétéroclite. Après chaque rencontre, le soldat choisissait parmi les dépouilles, sur le champ de bataille, ce qu'il croyait devoir remplacer avec avantage, soit ses armes, soit son accoutrement. Nombre de cavaliers montaient les chevaux des adversaires qu'ils avaient vaincus, avec selles, caparaçons et brides de leurs premiers possesseurs.

Un fait qui attire à un haut degré l'attention du voyageur dans les États Confédérés, c'est, sans contredit, les vêtements de la population tout en-

tière, depuis le soldat jusqu'au vieillard, enfants et femmes du monde élégant, dont les tissus sont de fabrication indigène. Les matières premières elles-mêmes, telles que la laine, le coton et le fil, sont des produits du pays. La couleur de ces draps ou tissus est quelque peu bigarrée ; le moment n'est pas venu de s'occuper beaucoup de l'uniformité de couleur. Généralement on laisse aux matières premières leurs couleurs primitives, et lorsqu'on essaye d'obtenir une couleur, ce sont les nuances de gris que l'on adopte de préférence. La nuance du pantalon est souvent différente de celle du juste-au-corps, ce qui n'aurait rien d'étrange si l'on ne savait pas que l'ordonnance exige une couleur uniforme pour l'habillement complet.

Antérieurement à la guerre actuelle, ces tissus n'étaient guère en usage que pour l'habillement des noirs. Aujourd'hui, le maître et l'esclave portent des vêtements presque semblables. A Richmond cependant on commençait à fabriquer des draps qui promettaient de rivaliser en beauté et en finesse

avec ceux de la France et de la Belgique. J'ai vu plusieurs uniformes d'officiers faits avec ces draps, que je pris d'abord pour des draps importés. Le Président lui-même portait avec élégance un costume complet fait avec des draps du pays.

Les filatures de laine et de coton, ainsi que les métiers de la Géorgie, des deux Carolines, de la Virginie et du Tennessee, ont reçu une grande extension depuis la guerre et le blocus. Les ménagères y ont prêté la main; le rouet à filer et les métiers à tisser leur sont devenus, comme l'on sait, des occupations familières.

Malheureusement, les hasards de la guerre ont fait tomber entre les mains de l'ennemi plusieurs de ces établissements publics et privés qu'ils ont impitoyablement livrés aux flammes. Il n'y a pas jusqu'aux rouets et métiers des particuliers qu'ils n'aient détruits] durant les occupations passagères de villages et de hameaux. Un incendie par accident a également réduit en cendres ceux de Richmond même, lequel incendie fut cause de la perte

d'une partie de la fonderie de Tradegar, dont il est parlé plus loin.

Une fabrique de feutres a été établie à Gordonsville en Virginie, et fournit en abondance ces articles à la consommation du peuple et de l'armée.

Les képis sont devenus très à la mode et sont fabriqués par de nombreuses maisons de confection qui emploient à cet effet les draps indigènes comme les draps exotiques.

Le département de la guerre et celui de la marine ont leurs ateliers de confections dans la proportion des étoffes dont ils peuvent disposer.

IV

Jefferson Davis est, de par la Constitution des États Confédérés, le commandant en chef des armées de terre et de mer de la Confédération.

Son cabinet se compose : d'un procureur-général, d'un secrétaire d'État aux affaires étrangères, d'un secrétaire de la guerre, d'un secrétaire de la marine, d'un secrétaire des finances et du directeur-général des postes.

Le procureur-général remplit les fonctions d'un secrétaire (ministre) de la Justice, d'archiviste et de garde-des-sceaux.

Dans l'état actuel de non-reconnaissance des États Confédérés par les diverses puissances, le ministère des Affaires Étrangères ne peut avoir qu'une action très-limitée sur les destinées de ce peuple. M. Benjamin, bien connu comme orateur au barreau et à la tribune du Sénat des États-Unis, est le titulaire actuel de ce ministère.

Le ministère de l'Intérieur et celui du Commerce n'ont, pour le moment, aucune raison d'existence. Les attributions du premier rentrent, temporairement, dans celles du ministère de la Guerre; celles du second seront nulles aussi longtemps que le blocus des ports de la Confédération sera toléré et jusqu'à l'époque où des traités de commerce et d'amitié auront été conclus avec les puissances étrangères.

V

Les chefs des différents corps d'armée communiquent avec le secrétaire de la Guerre par l'intermédiaire d'un Adjudant et Inspecteur-général. Ce poste a été confié au général Samuel Cooper, l'un des cinq généraux de la Confédération ; il remplissait déjà un poste analogue dans l'armée des États-Unis, avant la séparation du Sud. Tâche ingrate et laborieuse, et qui n'amène pas, à celui qui s'y dévoue, la renommée qui s'attache à d'heureux exploits d'une armée en campagne.

J'étais, pour le général Cooper, une vieille

connaissance, qui datait de mon ancien séjour dans la capitale fédérale. Aussi me reçut-il avec la plus extrême obligeance. Je lui suis redevable d'une foule de renseignements qu'il a bien voulu me communiquer et dont je fais usage dans ce travail. A l'égal du Président et du général Lee, il demeure calme en présence des plus graves événements. Il jouit au Sud d'une réputation justement méritée et que lui a valu le zèle infatigable qu'il met à l'accomplissement de ses importantes fonctions.

Le secrétaire de la Guerre, M. J.-A. Seddon, malgré ses occupations nombreuses à l'époque dont je parle, me donna audience, m'écouta et répondit à mes questions avec la plus parfaite urbanité. Je lui dois de nombreuses informations relatives au ministère qu'il dirige en ce moment. Avec un caractère austère, qui n'exclut pas la bonté, il possède ces qualités éminentes qui lui permettent d'expédier les affaires avec une grande promptitude, sans dédale et sans entraves.

« La perte de Vicksburg, me dit-il, est une faute

« de notre part, et ce serait oiseux pour nous de le
« cacher ; celle de Port-Hudson n'est qu'une consé-
« quence naturelle de la première. Mais quelle
« qu'ait été cette faute, la perte de ces deux places
« n'est pas de nature à ébranler la ferme résolution
« où nous sommes, de repousser l'ennemi de notre
« sol, jusqu'à la dernière goutte de notre sang et la
« dernière ressource de notre pays. » Puis il ajouta :
« Si notre pays comptait un million d'âmes de
« plus, ce qui aurait mis un surplus de cent mille
« hommes à ma disposition, il y a longtemps que
« les armées fédérales auraient reçu la juste leçon
« qu'elles méritent. Malheureusement, dans presque
« tous nos engagements, nous avons lutté un contre
« deux, et, à plusieurs reprises, un contre trois. En
« sorte que, lorsque nous leur arrachions une
« victoire, c'était à de si énormes sacrifices, que
« nous nous trouvions impuissants à poursuivre
« nos succès. Nous avons toujours manqué de
« moyens suffisants de transport et, par conséquent,
« d'approvisionner une armée en marche. Le manque

« d'un corps de réserve, dont tous nos généraux
« sentent l'importance dans nos batailles, ne peut
« nullement nous être imputé comme une faute.
« C'était tout simplement au-dessus de nos res-
« sources. »

Le Président, les généraux Lee et Cooper, m'avaient déjà fait la même observation au sujet de corps de réserve proprement dits.

VI

Le secrétaire de la Marine, M. Mallory, est peut-être celui qui se trouve en présence des plus grandes difficultés.

Appelé à créer une marine dans une situation comme celle où se trouvent les États Confédérés, avec leurs ports bloqués et en possession de quelques navires seulement, il n'a pu ordonner l'établissement de grands chantiers de construction, dans la crainte de les voir tomber au pouvoir de l'ennemi, qui n'aurait pas manqué de les détruire.

Il ne peut non plus s'adresser à des constructeurs

étrangers, du moment que l'Ancien-Monde lui ferme l'accès de ses chantiers.

On ne pourra juger de la puissance maritime des États Confédérés, que lorsqu'un règne de paix les aura mis à même de constituer leur marine, avec les avantages dont disposent les autres nations maritimes.

VII

Le portefeuille des Finances a été confié, par le Président, à M. G.-C. Memminger, de la Caroline du Sud.

Dans un rapport récent sur les opérations de ce département, le secrétaire nous a communiqué un état de la situation financière du pays, d'où il résulte que la dette confédérée égale à peine le quart de la dette fédérale, bien que la population du Sud ne soit que le tiers à peu près de celle du Nord. En outre, ce dernier étant essentiellement manufacturier, ses ressources ont considérablement diminué

durant l'état de guerre, en n'écoulant pas ses produits; tandis que le Sud, agriculteur avant tout, fera face à ses dépenses par l'écoulement de ses matières premières dès la réouverture de ses ports. L'article de Paris, dont la production augmente chaque jour depuis les nouveaux traités de commerce, trouvera au Sud un vaste et immense débouché, surtout si ses populations persistent dans leur détermination arrêtée maintenant, de ne pas avoir recours à leurs voisins les Yankees, pour suppléer à leurs besoins.

VIII

Les divers bureaux de l'administration des Postes sont au grand complet et fonctionnent avec toute la régularité dont un pareil service est capable dans l'état actuel des choses. Les timbres-poste présentement en usage dans l'intérieur du pays, sont les suivants : 20 cents, 10 cents et 2 cents. La taxe simple, pour une lettre pesant une demi-once, est de 10 cents ; les journaux et autres imprimés, 2 cents la demi-once également. Toute fraction additionnelle à la demi-once est taxée à l'égal de la demi-once, soit pour les lettres, soit pour les imprimés. Au début de ce service, la taxe simple était de 5 cents les

lettres et de 1 cent les imprimés, et pour lesquels le gouvernement avait émis des timbres que l'on voit encore en circulation, deux par deux, pour la taxe simple. Tout porte à croire qu'après le rétablissement de la paix, il y aura diminution de la taxe actuelle, sinon retour pur et simple à la taxe première. Ce sera également le moment alors de s'occuper de la taxe étrangère, qui, jusqu'ici, aurait été une lettre morte dans le portefeuille de ce département.

Jusqu'à l'époque de la Sécession, le système postal des États-Unis grevait le trésor d'un déficit annuel d'à peu près 300,000 dollars. La Constitution des États Confédérés porte que le département des Postes sera tenu d'équilibrer ses dépenses par ses recettes. Sous l'administration du directeur-général des Postes, M. Reagan, non-seulement les dépenses de ce département ont été couvertes par les recettes, mais encore il s'est trouvé un excédant de recettes à la fin de l'année fiscale de 1863.

IX

Le bureau des brevets d'invention (*Patent Office*) a été organisé dès le début de la Séparation, par acte du Congrès provisoire du 31 mars 1861, lequel en arrêtait les bases.

Les dispositions générales de cet Acte sont les mêmes que celles qui régissent les demandes de brevets aux États-Unis, mais beaucoup plus libérales envers les étrangers. M. Rhodes, le chef de ce service, me disait à cette occasion, que les demandes de brevets étaient déjà nombreuses et que les États Confédérés promettaient de ne point rester

en arrière des États-Unis sur le terrain des inventions. Quant aux arts et aux sciences, ils ont besoin de la paix pour se développer et prendre tout leur essor. On ne peut donc les juger encore. Il est également à remarquer que les inventions que l'état de guerre suggère, s'appliquent, pour la plupart, aux engins de destruction.

X

La fonderie confédérée, connue sous le nom de *Tradegar's Works*, est sous la direction de M. Tanner, qui eut l'extrême obligeance de me faire assister aux principales opérations se rattachant à la fabrication des canons Brooke.

Attachée à cet établissement, je trouvai une usine complète où le fer était façonné aux divers usages de la guerre et de la marine, depuis la fabrication de simples clous jusqu'aux plaques pour le blindage des navires, ainsi que machines et outils de toute description.

Tout récemment, un désastreux incendie, qui avait eu pour point de départ une fabrique de drap, occasionna une perte d'environ un quart de million de dollars, perte très-sensible à pareille époque. Toutefois, les Confédérés supportèrent cet accident à l'égal des revers de leur brave armée, réparant paisiblement, j'allais dire gaîment, les dégâts causés par ce sinistre.

XI

Une manufacture d'armes est attenante à la fonderie ci-dessus. Le bâtiment principal constituait, avant la guerre, l'arsenal de l'État de la Virginie, qui en fit don à la Confédération. Les annexes ont été construites depuis, selon les besoins du moment. M. S. Adams, le directeur actuel, me fit voir cet établissement dans tous ses détails. L'esprit reste en suspens en présence de tant de travaux, créés en si peu de mois et dans des circonstances aussi difficiles : je veux parler du blocus qui enlève aux Confédérés la facilité de se procurer les matériaux, les machines et les outils nécessaires, depuis les forges jusqu'aux ateliers de remontage.

XII

Le capitaine J.-M. Brooke, chef du bureau d'Artillerie de marine, dont j'eus l'occasion d'apprécier les hautes capacités qui lui ont valu la place qu'il occupe en ce moment au ministère de la marine, est l'inventeur du canon à une ou plusieurs bandes, et qui porte aujourd'hui son nom. Il a poussé l'obligeance jusqu'à me donner, à cet égard, tous les renseignements que je lui ai demandés, ainsi que tous les détails qui vont suivre, lesquels se rapportent au navire cuirassé confédéré le *Merrimac* et à son célèbre duel maritime avec le *Monitor* de la marine fédérale.

Lorsque le *Merrimac* sortit de Norfolk, le 8 mars 1862, son but essentiel était de détruire les navires en bois qui défendaient l'entrée de ce port. Les Confédérés n'avaient aucune idée, à cette époque, de la proximité du *Monitor*, et, par conséquent, ils ne prévoyaient nullement l'épisode que je crois devoir rappeler ici.

Quoi qu'il en soit, après avoir incendié le *Congrès*, coulé le *Cumberland*, fait subir des avaries au *Minnesota*, criblé le *Saint-Laurent*, mis hors de combat l'*Ericson* et quelques canonnières, fait taire les forts environnants : l'ensemble, défendu par deux mille huit cent quatre-vingt-dix-neuf hommes et deux cent trente canons, le *Merrimac*, dis-je, offrit bataille au navire cuirassé le *Monitor*, que le hasard, prétend-on, avait amené sur les lieux. Après un combat que chacun se rappelle, les deux champions abandonnèrent simultanément la lutte, sans résultat définitif.

Cet étrange combat entre deux navires cuirassés avait pris l'Europe par surprise. Il ouvrait une ère

nouvelle dans les annales des combats maritimes. Les avantages avaient été égaux, disait-on, et un nouvel engagement était nécessaire pour juger de la supériorité de l'un des combattants sur l'autre. Dans ce raisonnement, on admettait que les deux champions avaient lutté à armes égales, lorsque, en réalité, il n'en avait point été ainsi. Le *Merrimac* n'avait à son bord que des obus et pas un seul boulet. Comme son but exclusif avait été de combattre des navires en bois, soit par contact au moyen de sa proue en fer, soit par le feu au moyen de ses obus, on avait jugé les boulets inutiles. Toutefois, il faut en convenir, à cette époque, les Confédérés n'avaient pas encore été en mesure de fabriquer des boulets ; car, les eussent-ils fabriqués, il est à présumer qu'ils en auraient eu à bord de leur navire pour en faire usage, le cas échéant.

Les Confédérés comprirent l'importance pour eux de garder le secret de cette affaire ; aussi l'opinion publique ne fut-elle point rectifiée à cet égard par le moyen de la presse, où l'on discutait à l'envi les

résultats de cette première bataille navale. Ils attendirent patiemment le jour où un nouveau combat dissiperait tous les doutes à cet égard.

Un mois plus tard, donc, le *Merrimac*, se trouvant dans des conditions à renouveler la lutte, interrompue d'un commun accord le 9 mars, se présenta de nouveau à *Hampton's Roads* pour offrir bataille au *Monitor*. On se souvient encore que ce dernier n'accepta pas le défi, et cela pour des raisons que jusqu'ici l'on n'a point expliquées. On a supposé que les Fédéraux ayant eu vent de la situation réelle des choses, n'avaient pas jugé à propos de tenter l'expérience demandée.

Le *Monitor* se réfugia sous les canons du fort Monroë où il jeta l'ancre. Le *Merrimac* alors se retira. Depuis, l'un et l'autre de ces « colosses de la mer » ont disparu de la scène : le *Merrimac*, détruit de la main même de ses propres officiers afin de l'empêcher de tomber entre les mains de l'ennemi, lors de l'évacuation de Norfolk par les Confédérés, le 11 mai 1862 ; tandis que le *Monitor*

sombra, le 30 décembre suivant, dans une nuit orageuse, en doublant le cap Hatteras.

Mais les canons de Brooke et ses projectiles ont survécu à ces désastres. L'attaque du fort Sumter, le 12 avril de la présente année, par huit monitors et une frégate blindée, épisode que nous rapportons dans l'Appendice, nous fournit un exemple de l'effet de ces projectiles, et la manière dont le *Keokuk* surtout a été la victime de ce siége, semble assez dire ce qu'eût été la destinée du *Monitor*, si ce dernier avait accepté le défi du *Merrimac* auquel nous venons de faire allusion.

Quelques remarques générales sur ces canons et ces projectiles semblent naturellement trouver ici leur place. Votre Majesté, Sire, a déjà été à même de les juger sur de simples croquis. L'aspect extérieur des canons en question n'a rien d'extraordinaire. Un observateur attentif ne manquera cependant pas de remarquer les bandes circulaires ou anneaux qui, intimement unis à la pièce, sont destinés à rendre cette dernière plus résistante sous

la force expansive d'une puissante charge de poudre. Quant à leur rayure, elle est en plans inclinés au lieu d'être sillonnée.

Les projectiles sont en fer forgé, la fonte étant, comme l'on sait, de beaucoup inférieure à ce dernier métal. Ceux que j'ai eu l'occasion d'examiner étaient adaptés à un calibre de 7 pouces; leur forme est allongée, cylindrique sur presque toute leur longueur, à l'exception de la région antérieure qui est légèrement conique, taillée en chanfrein arrondi à sa périphérie; leurs deux extrémités sont taillées verticalement. La postérieure, celle qui se présente à la culasse de la pièce, porte sur son pourtour un sillon évasé, entourant un bourrelet médian, et reçoit une rondelle en cuivre dont les bords se juxtaposent à ceux du boulet. Ce dernier porte deux cercles de même métal, l'un au tiers de la région antérieure, l'autre près de la région postérieure et seuls destinés à prendre la rayure de la pièce. La longueur moyenne de ces boulets est de 12 pouces anglais; leur diamètre postérieur 6 $\frac{94}{100}$,

l'antérieur, 6 $\frac{87}{100}$ et leur poids de 116 à 120 livres.

A une distance de 260 yards et 20 livres de poudre comme charge, ces projectiles pénétrèrent quatre plaques en fer de 2 pouces d'épaisseur chacune, plus 18 pouces de bois de chêne, le tout adossé à une falaise de glaise. Dans sa marche, le boulet avait complétement fracassé l'épaisseur entière du bois dont il est ici question.

Quant à la justesse du tir, les expériences faites à ce sujet, à la distance ci-dessus mentionnée, ont donné les résultats les plus inattendus. Depuis, on a pu constater leur efficacité dans la défense du fort Sumter : aussi peut-on affirmer, dès à présent, que le canon Brooke est une arme de précision, autant que de longue portée et de pénétrabilité.

XIII

Les ateliers d'artillerie de la marine (*Naval Ordnance Works*), sont sous la direction du capitaine Rob. D. Minor. Cet établissement est situé dans la partie basse de la ville de Richmond, et consacré plus spécialement à la construction des affûts de canons, des trains et équipages. C'est là que, après la guerre, l'on conservera les types que l'expérience et la pratique auront approuvés.

Tout ce qui a trait à l'équipement et à l'armement des soldats de marine, se confectionne ou se fabrique dans ces ateliers, et, lorsque les be-

soins du service exigent que des commandes soient soumissionnées, c'est de là que partent les modèles et les échantillons-types.

Des établissements du même genre ont été créés par le Gouvernement Confédéré à Selma, Etat de l'Alabama; à Colombus et à Atalanta, État de la Géorgie; à Charlotte et à Wilmington, État de la Caroline du Nord.

XIV

Il fut un long temps où la poudre, de même que les capsules, faisaient grandement défaut dans la Confédération. Maints combats eussent tourné à l'avantage de cette dernière, si son armée avait eu les munitions nécessaires. Les hommes, eux, n'avaient jamais manqué.

Le blocus des ports ayant bientôt démontré l'impossibilité de s'approvisionner d'une manière régulière et continue, le Sud se mit bravement à l'œuvre, et aujourd'hui il y a des manufactures de poudre établies à Columbia, dans la Caroline du Sud; à

Augusta, en Géorgie, et à Raleigh, dans la Caroline du Nord. La première de ces manufactures fut créée par le département de la Marine, les deux autres par le département de la Guerre.

Quant aux capsules, la Guerre les fait fabriquer dans ses principaux arsenaux, tels que ceux d'Augusta, de Columbus, d'Atalanta et de Mâcon, tous quatre en Géorgie, et celui de Selma, dans l'Alabama; tandis que la Marine les fabrique dans ses ateliers de marine (*Naval Ordnance Works*), à Selma, Columbus, Atalanta, Charlotte et Wilmington.

Une manufacture de cordages et de câbles, la majeure partie en coton, a de même été établie à Pétersburg, État de la Virginie.

XV

Afin de fournir à l'armée et à la marine du pain de première qualité et à des prix modiques, le Gouvernement Confédéré a fait établir à Richmond une boulangerie où se confectionnent journellement trois cent cinquante barils de biscuits. Tout, excepté le pétrissage, se fait au moyen de la vapeur. Quelques ouvriers surveillent et alimentent les machines qui, prenant la pâte telle qu'elle sort de la pétrissoire, la préparent en forme de parallélogrammes, pour passer directement au four.

Des pourvoyeurs spéciaux achètent la farine pour

le compte du Gouvernement, qui, sans faire la concurrence à la boulangerie privée, obtient ainsi le pain dans les meilleures conditions.

XVI

La pensée qui m'a guidé, en passant en revue séparément tous les services publics du Gouvernement Confédéré, était de donner au lecteur un aperçu général de l'organisation de ce Gouvernement, et de bien le pénétrer de l'idée que ce n'est plus un essai de Gouvernement qui siége en ce moment à Richmond, mais bien un Gouvernement normal, expression de la volonté populaire.

Ce qui frappe le plus un observateur impartial, c'est de voir ce Gouvernement à l'œuvre, comme si la nation dont il émane jouissait de temps immémorial, non-seulement de la paix la plus profonde,

mais encore de la reconnaissance par les autres nations de la terre des droits imprescriptibles qui sont l'apanage naturel de tous les peuples.

Jusqu'ici l'histoire nous a toujours fait voir que, lorsqu'un peuple ancien s'était régénéré, ou qu'une nationalité nouvelle séparait ses destinées de celles d'une autre nationalité avec laquelle elle avait vécu d'une vie commune, le Gouvernement intervenant était un Gouvernement Révolutionnaire; les pouvoirs civils et militaires se trouvaient concentrés entre les mains, soit d'un seul homme, soit d'un petit nombre d'hommes, qui présidaient pour une époque indéterminée au nouvel ordre de choses.

Un fait, par conséquent, qui ne peut manquer d'attirer l'attention de tous les hommes sérieux, c'est que les États Confédérés n'ont jamais eu recours à un Gouvernement Révolutionnaire dans la véritable acception du mot.

Sans doute leur séparation des États-Unis constitue une révolution sociale; mais leur Gouvernement, dès son origine, était un Gouvernement constitutionnel.

Le Gouvernement provisoire qui fonctionna du 4 janvier 1861 au 18 février 1862, avait pour base fondamentale une Constitution provisoire, élaborée en pleine paix par des délégués des divers États qui, à cette époque, avaient déjà consacré la Séparation par un acte solennel de sécession. Lorsque le Gouvernement actuel succéda au Gouvernement provisoire, le 18 février 1862, la guerre contre les États Confédérés avait déjà été inaugurée par les États-Unis du Nord dès le mois de juin précédent.

Avant comme après la guerre, le Gouvernement des États Confédérés n'est pas sorti de sa Constitution et il n'a jamais cessé de fonctionner avec la régularité la plus parfaite, malgré la lutte qui le met constamment aux prises avec un ennemi désespéré, implacable et voyant sa proie qui lui échappe.

En présence d'une guerre aussi colossale, la dictature militaire semblait devoir s'imposer d'elle-même ; mais la dictature n'était ni dans les goûts ni dans les mœurs du peuple, et Jefferson Davis y est formellement opposé.

Les États-Unis étaient constamment cités comme unique modèle à suivre pour nos sociétés politiques; les événements dont l'Amérique est le théâtre depuis bientôt trois années, n'ont pu que susciter de bien tristes réflexions chez leurs plus grands admirateurs. L'insuccès éclatant dont leur mécanisme politique donne en ce moment l'exemple, n'est pas de nature à leur concilier les sympathies des hommes qui ont à cœur le bien-être de leur pays.

Tant que le gouvernement des États-Unis est resté fidèle à son origine et à ses attributions, ses rouages ont manœuvré sans entraves. Mais dès le jour où il a oublié qu'il n'était que le mandataire d'États préexistants, il est né un conflit entre le pouvoir fédéral et la souveraineté des différents États; de là cette lutte gigantesque qui déchire ce grand pays en lambeaux.

Le Gouvernement de Richmond repose sur la doctrine de la souveraineté individuelle des États Confédérés réunis en fédération, et il n'a en fait de pouvoir suprême que celui qui lui a été confié

par eux, comme mandataire et dans l'intérêt général.

Les détracteurs de ce gouvernement lui prédisaient qu'avec la concession de la souveraineté absolue des États, c'était bâtir sur le sable, et qu'il n'y avait d'autre salut que dans la consolidation et l'absorption de ces diverses souverainetés en une seule. Dans cette hypothèse, ce ne serait plus une fédération.

Jusqu'à présent, les résultats acquis par les États Confédérés ne sont pas de nature à leur faire regretter la forme de gouvernement qu'ils ont choisie. Un peuple qui est brave et qui sait obéir, est un peuple qui sait faire usage de sa souveraineté.

XVII

La liberté de la presse, ainsi que celle de la pensée, sont illimitées dans les États Confédérés.

Il n'existe pas de loi sur la presse, il ne saurait y avoir de délits politiques commis par la voie des journaux.

Le seul fait d'émettre une opinion opposée à l'ordre de choses régnant, ne rend passible d'aucune peine celui qui l'exprime.

Les autorités confédérées ne sévissent contre un citoyen et ne le privent de sa liberté, que lorsqu'il s'est livré à des actes coupables, établis par des faits, et non sur de simples soupçons, ainsi que cela se

pratique sur une vaste échelle dans les États du Nord.

Le ministre d'État de Washington, dans une dépêche adressée à l'ambassadeur de Sa Majesté Britannique, se félicitait de n'avoir qu'à toucher du doigt le timbre placé à la portée de sa main droite, pour faire arrêter tout récalcitrant dans l'État du Maine, et celui à portée de sa main gauche, pour en agir de même dans l'État de l'Illinois : les deux extrémités de son empire. Admis dans le cabinet du secrétaire d'État, à Richmond, je n'y ai pas vu et j'y ai vainement cherché ces timbres despotes.

Aucun État, pas plus que le Gouvernement central de Richmond, n'a « d'organe officiel. » Dans tous les pays où règne une liberté pleine et entière de la presse, on verra toujours des journaux prendre à partie de dénigrer les actes administratifs. Il n'y a pas de gouvernement, fût-il le modèle de la perfection, qui ne se trouve en présence d'un parti opposé.

L'opposition est généralement composée d'hommes dont le désappointement est le seul mobile ; ils ne

s'acharnent contre le gouvernement de leur propre pays, que parce qu'ils n'ont point atteint le but de leurs ambitions personnelles : de là viennent les théories sociales qu'ils préconisent.

Tel est le cas du journal le *Standard*, qui se publiait à Raleigh, capitale de la Caroline du Nord. Il a inauguré un système de dénigrement général de la cause du Sud, et il a fallu tout le respect du Gouvernement de Richmond pour la liberté de la presse et la souveraineté de l'État de la Caroline du Nord, pour que ce journal n'ait point été supprimé. Il faut que le Président, lui-même, soit l'homme que nous connaissons, pour résister au courant populaire qui lui conseillait de sévir.

J'ai été témoin, au commencement d'août, de l'indignation avec laquelle les numéros du *Standard*, qui contenaient ces diatribes, ont été accueillis par les populations. Il y eut dans la Caroline du Nord, des *meetings* dans lesquels on s'est attaché à repousser, comme indignes du peuple, les allégations qu'on lui imputait si gratuitement, déclarant avec

énergie que ce même peuple de la Caroline du Nord resterait fermement attaché à la cause des États Confédérés.

Pendant les quelques jours que je passai dans les camps de l'armée du Nord de la Virginie, j'ai vu les régiments de la Caroline du Nord se réunir en assemblée civique à *Orange-Court-House*, comme de simples citoyens, et voter une série de résolutions pareilles à celles déjà exprimées quelques jours auparavant par leurs concitoyens. A en juger par certains symptômes, je suis porté à croire que s'ils eussent été à Raleigh en ce moment-même, ils auraient pris sur eux de venger l'honneur outragé de leur État natal, comme le tentèrent un peu plus tard les habitants de Raleigh, qui se portèrent en masse aux bureaux du *Standard*. Le gouverneur de l'État, M. Vance, vint lui-même apaiser l'exaspération de la foule et l'engagea à traiter le journaliste et son journal avec le mépris du silence, afin de ne pas fournir à l'histoire un seul exemple où la liberté de la presse aurait reçu la moindre atteinte.

La foule écouta, comprit et obéit aux conseils de M. Vance, et, faute d'abonnés, le journal a quitté la ville.

Dira-t-on maintenant que les Caroliniens sont mécontents de leur position dans la Confédération du Sud, et qu'ils n'aspirent qu'à la reconstruction de l'ancien état de choses. Citera-t-on encore les billevesées du *Standard* comme exprimant l'opinion de tout un peuple ?

Sans doute que dans la Caroline du Nord, comme dans tous les autres États de la Confédération du Sud, on aspire à la paix ; mais les moyens auxquels le sentiment populaire donnera son adhésion, seront ceux qui reposeront sur une séparation définitive des anciens États-Unis ; une paix enfin qui les laissera arbitres de leurs droits civiques, de leur liberté politique et de leurs institutions locales, et non une paix comme l'entendent les Butler, les Banks, les Hooker, les Mc'Neils, les Mitchell et les Turchin.

XVIII

Toute l'histoire des États-Unis, depuis la guerre de l'indépendance jusqu'à nos jours, témoigne du respect que chacun portait, dans la Fédération, à la souveraineté absolue des divers États dans leurs limites respectives comme base essentielle de leurs institutions politiques.

La souveraineté de ces États est entrée dans le droit public européen, du jour où les Puissances étrangères ont reconnu les treize colonies primitives comme autant d'États indépendants ; et c'est effectivement la réunion de ces colonies et d'autres Etats qui se sont joints à elles ultérieurement, qui ont con-

stitué la ligue politique connue sous le nom d'États-Unis d'Amérique, mais toujours en conservant à chaque État son indépendance personnelle.

Elle a été constamment la préoccupation de tous les hommes d'État et de toutes les assemblées populaires en Amérique ; le gouvernement fédéral n'ayant été institué par les États que pour se fortifier mutuellement contre les ennemis du dehors et prendre rang parmi les autres nations par une représentation commune. Les différents États, en se réunissant en Fédération, n'ont réalisé qu'un contrat politique et non pas un pacte social.

L'histoire particulière de chaque État nous montre dans les délibérations du Sénat et de sa Chambre des représentants, dans l'élection de son gouverneur commandant en chef la milice, ayant droit de grâce même en matière de peine de mort, et par l'indépendance de ses finances, cette souveraineté en action ; son retrait de l'union fédérale ne saurait le constituer en état de rébellion.

En cessant de faire partie d'une ligue, un État

n'est point rebelle envers ladite ligue. De même qu'il y était entré librement, de plein gré, il a également la faculté d'en sortir.

Lorsque les États du Sud se retirèrent de l'Union, ils proposèrent de liquider leur position respective ; mais le Nord s'y est formellement refusé. Cela se comprend ; il était détenteur de toute la marine et des principaux arsenaux acquis en commun.

Là où il n'y a pas souveraineté il ne saurait y avoir de rébellion ; les seuls cas de rébellion que l'on puisse citer dans la sécession actuelle, ont été fomentés par les États du Nord eux-mêmes ; les citoyens de la Basse-Louisiane, ceux de l'est du Tennessee et de la Caroline du Nord, ceux de l'ouest de la Virginie, qui, soit par intimidation, soit de plein gré, ont fait opposition à l'acte de sécession adopté par la majorité des citoyens de ces États, ceux-là seuls se sont trouvés en état de rébellion envers leurs États respectifs.

En poussant la Virginie occidentale à se séparer du reste de l'État pour former un État séparé, les

Fédéraux ont commis une faute politique très-grave et un attentat à la souveraineté de l'État de la Virginie ; ils reprochaient aux Confédérés une sécession qui n'était en définitive qu'un de leurs droits imprescriptibles, et ils leur firent la guerre pour les faire rentrer par la force dans le giron des États-Unis, tandis qu'ils se faisaient, eux, les fauteurs d'une sécession illégitime dans l'État de la Virginie.

XIX

En traitant la question de l'indépendance politique du Sud, des écrivains français ont agité celle de la ligne frontière des deux nouvelles fédérations. Ne trouvant pas sur la carte ce que l'on est convenu de nos jours d'appeler une frontière naturelle, ils en ont conclu *à priori*, qu'une séparation du Sud d'avec le Nord ne pourrait s'établir sur des bases durables.

Dans le cas cependant où l'Union ne pourrait être rétablie, on parlait de la nécessité de soumettre la question de frontière à l'arbitrage de l'Europe.

Si l'histoire de l'Amérique du Nord eût été plus familière à ces écrivains, les difficultés qu'ils entrevoyaient ne se seraient même pas présentées. En effet, chaque État possédant des frontières sur lesquelles aucune dispute ne s'est jamais élevée, il n'a aucun intérêt à les déplacer.

Donc, chaque fois qu'un État aura solennellement déclaré ne plus vouloir faire partie de la ligue des anciens États-Unis, pour appartenir à celle des États Confédérés, cet État emmènera avec lui ses propres frontières et, s'il est limitrophe, ses limites à lui deviendront celles de la Confédération dont il se constituera l'un des membres.

Les États limitrophes sont : le Maryland, le Kentucky et le Missouri, auxquels on pourrait ajouter, pour mémoire, le nord-ouest de la Virginie, qui a été tour à tour occupé par les armées des deux combattants. Il en est résulté des déchirements plus apparents que réels sur la politique intérieure de cet État.

Ainsi, sous la pression de l'armée fédérale, la

Virginie occidentale, comme nous venons de le dire, s'était scindée du reste de l'État pour former un État souverain à part, au sein des États-Unis. Le vote populaire que l'on nous a dit avoir été unanime, n'a été obtenu qu'au moyen de la terreur : tous les votants avaient été préalablement avertis que quiconque voterait dans le sens négatif serait expulsé de la contrée et encourrait la confiscation de ses biens ; que ceux qui s'abstiendraient de voter seraient considérés comme traîtres et fusillés s'ils ne s'expatriaient pas.

Que firent les populations de ces belles contrées ? Elles votèrent, la mort dans l'âme, le bulletin fédéral, se réservant de donner un démenti formel à l'usurpation de leur vote, dès que l'occasion se présenterait.

Pour résoudre la question en litige, il n'y a qu'une seule politique possible, c'est celle qui a été inaugurée au lendemain de Magenta et de Solférino. Le peuple, livré à lui-même, sans entraves ni pression du dehors, manifestant sa volonté souveraine au

moyen du vote universel ; la majorité décidant du sort de l'État.

Il n'est jamais venu à l'esprit soit du Président, de l'armée ou du peuple confédéré, de conquérir contre leur gré les États du Missouri, du Kentucky et du Maryland, pour les contraindre à entrer dans leur confédération. Ils accepteront le résultat du vote populaire, et si les États limitrophes, auxquels nous venons de faire allusion, préfèrent demeurer dans l'Union fédérale, aucune campagne militaire ne sera entreprise pour les en détacher, malgré la présence dans l'armée et la marine confédérées, d'une partie notable des citoyens de ces États. Dans cette alternative, ces derniers renonceraient définitivement à leurs anciens foyers pour s'en créer de nouveaux dans les autres États de la Confédération où il leur conviendra de se fixer.

Il n'en est pas de même de la partie occidentale de la Virginie, qui ne sera jamais abandonnée par cet État, même au prix d'une lutte civile. Ce sera au gouverneur de l'État d'abord de sauvegarder l'in-

tégrité du territoire virginien et, s'il le juge à propos, d'appeler à son aide le gouvernement confédéré.

Nous avons représenté, sur la carte qui accompagne cet exposé, la ligne de démarcation entre les États du Nord et ceux du Sud, sanctionnée par l'histoire même des États-Unis, et basée sur les intérêts matériels et commerciaux des deux sections du continent américain. Cette ligne s'étend de la baie du Delaware aux sources de l'Ohio, au-dessous du 40° de latitude ; elle suit le cours de ce fleuve jusqu'à sa jonction avec le Mississipi, qu'elle remonte jusqu'au delà de ce même 40e degré, embrassant l'État du Missouri, à l'ouest duquel elle se dirige vers la Californie, par 36° 30'' de latitude.

Le Maryland, le Kentucky et le Missouri, qui se trouvent au sud de cette ligne, auront à se prononcer de nouveau sur la place qu'ils occuperont dans ce partage, lorsque le peuple aura la faculté de manifester librement sa volonté. Si l'État du Missouri se prononce définitivement pour le Sud, il est probable

qu'il abandonnera au Nord cette portion de son territoire qui se trouve située au delà du fleuve du même nom, si nous en jugeons par la tendance manifestée chez les Missouriens de ces régions d'émigrer vers le Texas.

Lorsque la ligne frontière entre les deux Fédérations aura été définitivement arrêtée par les parties intéressées elles-mêmes, on verra de part et d'autre de nombreuses familles la traverser selon que leur opinion politique sera pour le Nord ou pour le Sud ; l'élément anglo-saxon se reportera vers le Nord, tandis que l'élément latin se dirigera vers le Sud.

XX

Le 24 juillet, j'ai visité Frédéricksburg, cette cité agreste, devenue célèbre par deux batailles et deux victoires remportées par les Confédérés. La plus récente de ces batailles a eu lieu les 13 et 14 décembre dernier; l'armée confédérée était commandée par le général Lee, et l'armée fédérale par le général Burnside.

Je m'y rendis sur l'invitation de mon ami, le capitaine Lewis B. Blackford, qui, à la tête d'un corps d'ingénieurs topographes et par ordre du département de la guerre, faisait le relevé du champ de bataille. La ville de Frédéricksburg est située sur la

rive droite de la rivière du Rappahannock. On se rappelle comment l'armée fédérale passa la rivière et comment elle la repassa, à la suite de l'une des plus sanglantes batailles que l'histoire de cette guerre ait eu à enregistrer. Mais avant le passage du fleuve, l'artillerie des deux côtés, postée sur des collines, avait engagé un duel, dont la malheureuse ville de Frédéricksburg a eu surtout beaucoup à souffrir ; chaque maison porte encore les traces de ce feu croisé. Elle était à peu près déserte à cette époque, et ses jardins, où s'élevait l'herbe sauvage, ne présentaient plus aucune trace de leur ancienne élégance ; les portes et les clôtures avaient été arrachées par les Fédéraux pour alimenter leurs feux de bivouacs.

J'ai parcouru le champ de bataille de long en large avec le capitaine ; il me fit voir le mur à jamais mémorable qui a valu au général Jackson le surnom de « Stonewall. » Des critiques de journaux ont reproché jadis au général confédéré de n'avoir pas défendu le passage du fleuve. La tactique du géné-

ral a été non pas de défendre le passage, mais bien au contraire d'attirer les Fédéraux sur la rive droite, de manière à les placer entre lui et le fleuve ; c'est effectivement cette tactique qui a complétement perdu l'armée du Potomac, commandée par le général Burnside.

Toute la contrée environnante était inculte comme un désert, n'offrant plus à l'œil que la dévastation et la ruine. Sur le terrain jadis occupé par l'armée fédérale, on rencontrait des débris de tentes, de couvertures, d'ustensiles de campement. Le sol, jonché de bouteilles vides, de boîtes de conserves en fer-blanc et de débris de toutes sortes, attestait combien le soldat yankee faisait bonne chère.

Nous avions projeté une excursion sur le champ de bataille de Chancellorsville, situé à une dizaine de milles au sud-ouest de Frédéricksburg. Mais nos mules, qui s'étaient égarées dans les pâturages, nous forcèrent de renoncer à ce projet.

Le 25 au soir, un détachement de cavalerie confédérée vint avertir le capitaine que des éclaireurs

ennemis étaient apparus de l'autre côté du fleuve. En ma qualité de simple particulier, je repris, le lendemain matin, le chemin de Richmond.

XXI

J'ai consacré une journée à visiter le campement de la marine (*Naval Encampment*) de *Drewry's Bluff*, situé à neuf milles en aval de Richmond, sur la rivière « James. » C'est cette localité que les Fédéraux ont décorée du nom pompeux de *Fort Darling*. Il n'y avait jamais eu de fort en cet endroit ; c'est une falaise ordinaire, dont le point culminant est à quatre-vingts pieds environ au-dessus du niveau du fleuve, qu'elle domine dans un rayon de trois ou quatre milles à la ronde.

Lorsque la flotte fédérale, sous les ordres du

commandant Rodgers, s'avança, le 15 mai 1862, sur Richmond, la falaise de *Drewry's Bluff* était à peu près telle qu'elle était sortie des mains de la nature, c'est-à-dire couverte d'une épaisse végétation forestière. Les Confédérés y avaient à peine fait quelques clairières et braqué trois canons seulement, lorsque les Fédéraux apparurent. C'est avec ces trois canons qu'ils défendirent le cours du fleuve, préalablement barré au moyen de quelques navires, le *Jamestown* entre autres, et repoussèrent la flotte ennemie en lui faisant subir de grandes avaries. Le *Galena*, qui portait le pavillon du commandant, eut plus particulièrement à souffrir, et je ne puis me défendre de l'idée que les Fédéraux n'imaginèrent le *Fort Darling* que pour donner une raison plausible à leur défaite. Ils prétendirent en outre que l'élévation de la falaise avait été pour eux un obstacle insurmontable dans cette attaque, et que leurs projectiles n'avaient pu atteindre les positions confédérées. Il suffit de l'inspection du terrain pour se convaincre du contraire. Le *Galena*

lança des obus de treize pouces de diamètre ; l'un de ces derniers s'engagea sous un tronc d'arbre, à quelques pas seulement de l'embrasure d'une tranchée, et pénétra dans le sol à une grande profondeur. Plus loin, des pins et des chênes, de plusieurs pieds de diamètre, ont été coupés par leurs projectiles. En un mot, après l'engagement dont il est ici question, les Confédérés recueillirent, sur le sommet de la falaise, plusieurs tonneaux de projectiles de forme et de grandeur diverses qu'ils conservent aujourd'hui comme autant de trophées.

Depuis lors, les Confédérés y élevèrent des travaux très-considérables, et, à l'heure qu'il est, *Drewry's Bluff* est une position formidable. Un campement naval, composé de matelots et de soldats de marine, y a été établi. Ce campement rappelle un village de pionniers ; mais au lieu de tentes, ce sont des petites maisonnettes en bois (*log-houses*), ayant portes, fenêtres et cheminées, le tout aussi confortablement construit que le permettaient les lieux et la circonstance.

Le fleuve a été plus complétement barré qu'il ne l'était auparavant. Un ravin profond qui s'étend du barrage, sous forme d'arc de cercle, au cours d'eau connu sous le nom de *Falling-Creek*, situé en amont du fort, isole la falaise du côté opposé à la rivière, constituant ainsi une ligne de défense naturelle contre toute attaque par terre, du côté de Pétersburg.

Un fort retranché, avec une batterie blindée desservie par trois pièces de gros calibre, domine tout le cours du fleuve, depuis le barrage dont il vient d'être question, jusqu'à quatre kilomètres en aval, où un coude soudain le dérobe à la vue. Une série de tranchées casematées, s'étend entre le fort proprement-dit et Falling-Creek, dominant le fleuve en amont des obstructions ; de sorte que, si un navire ennemi parvenait à franchir ces dernières, il aurait encore à essuyer le feu d'une douzaine de pièces avant de pouvoir continuer sa marche sur la capitale.

Le steamer blindé le *Richmond*, capitaine R. B.

Peagram, est à l'ancre en face de la falaise et prêt à coopérer avec les batteries de terre. Le capitaine étant retenu au camp pour cause d'indisposition, ce fut à l'officier du bord, le lieutenant F. L. Hoge, que je dus la faveur de visiter ce navire. Son architecture est celle du *Merrimac*, sauf les améliorations que l'expérience seule pouvait suggérer. Il a cent cinquante pieds de long sur quarante-cinq pieds de large. Son armure a cinq pouces d'épaisseur et est composée de trois plaques obliquement superposées, l'intérieure et l'extérieure ayant chacune deux pouces, et la médiane, un pouce d'épaisseur.

Le *Richmond* porte quatre canons Brooke, de sept pouces de calibre, un à l'avant, un à l'arrière et un à chaque bord. Les deux premiers sont montés de manière à ce qu'à un moment donné, ils puissent être pointés soit à babord, soit à tribord. Il a, par conséquent, huit sabords, trois à chaque bord, le septième à l'avant, le huitième à l'arrière. Ces sabords peuvent être clos à volonté, selon les besoins du moment. Le pont de combat est im-

médiatement au-dessus de la ligne de flottaison ; les machines, fournaises, cabines, réfectoire et dortoirs sont au-dessous de cette même ligne. La coque du navire, vue d'en haut, présente une surface elliptique, de laquelle surgissent quatre plans inclinés (25° à peu près) sous forme de toiture, abritant la batterie et le pont de combat dont il vient d'être question. Son équipage se compose de cent cinquante hommes, tous comptés.

A quatre kilomètres en aval de Drewry's Bluff, les Confédérés ont établi sur la falaise de *Chaffin's Bluff*, située sur la rive gauche, une batterie blindée encore plus puissante, pour servir d'avant-poste et parer à une attaque nouvelle de Richmond par le fleuve. Un campement, semblable à celui de Drewry's Bluff, y a de même été établi, de telle sorte que l'on peut considérer les défenses de la rivière James comme offrant toutes les garanties désirables pour la sécurité de la capitale.

Au sud de Richmond, toutes les hauteurs du terrain sont couronnées de travaux de défense destinés

à repousser toute attaque par terre, soit de Pétersburg ou de la Caroline du Nord.

A l'ouest et au nord de la ville, des fortifications ont été érigées dans des conditions pareilles, et, depuis la tentative d'invasion du général de cavalerie Stoneman, les Confédérés y ont établi en permanence le camp de Winder.

XXII

Une grande activité régnait dans les chantiers de construction de la capitale, où l'on travaillait à deux autres navires blindés sur le modèle du *Richmond*. L'un est le *Frédéricksburg*, construit à l'aide d'une souscription faite par les dames de Richmond, l'autre est le *Nouveau-Merrimac*, tous deux suffisamment avancés pour prendre part à une lutte imprévue.

La canonnière *Patrick Henry* sert en ce moment d'école navale, tandis que les canonnières blindées le *Beaufort* et le *Hampton*, font le service entre la ville de Richmond et les divers points mentionnés ci-dessus.

En tout, six navires blindés, prêts à défendre la ville au besoin.

XXIII

C'est grâce à la bienveillance du Président que je dois d'avoir visité l'armée du nord de la Virginie. Une lettre de recommandation spéciale de l'Adjudant et Inspecteur-général au chef de cette armée, me permit de passer sans entraves par Gordonsville et Orange-Court-House, au quartier-général, situé à quelques kilomètres de cette dernière localité.

Un groupe de quatre tentes, de modeste apparence, s'élevait sur le revers méridional de l'une de ces nombreuses petites collines qui donnent à la Virginie son principal aspect. L'une de ces

tentes était celle du général Lee ; la seconde servait de réfectoire ; les deux autres étaient réservées à l'état-major, composé d'un colonel, d'un capitaine et de deux majors. Un aide de camp m'annonça au général ; il me fit la plus cordiale des réceptions. Il était en petite tenue, de drap gris-clair sorti des manufactures de la Confédération, et il la portait avec ce noble maintien qui lui est si particulier ; stature, regard, conversation, tout à la fois imposent le respect et l'admiration. J'ai compris depuis l'ascendant que ce général exerçait sur tout ce qui l'entoure, et le dévouement sans bornes du soldat comme la confiance que le peuple et le gouvernement accordent à tous ses actes.

Le général me fit accompagner par le major Venable aux camps du lieutenant-général Ewell, commandant le 2e corps, et du lieutenant-général A.-P. Hill, commandant le 3e corps. Ewell est le digne successeur du général « Stonewall » Jackson, et Hill, officier de grand mérite, est le plus jeune des lieutenants-généraux de la Confédération. L'un

et l'autre me témoignèrent la plus vive sollicitude dans l'objet de ma visite.

J'ai ainsi pu constater, de mes propres yeux, les conditions excellentes dans lesquelles se trouvaient ces deux corps d'armée. Si leur uniforme laissait à désirer, quant à son ensemble, il ne remplissait pas moins le but dans ses détails. Les approvisionnements étaient abondants et l'état sanitaire dans de bonnes conditions, malgré la chaleur excessive des mois d'été. Les anciennes tentes, reconnues préjudiciables à la santé du soldat, avaient été partout supprimées. Des divisions entières étaient pourvues de tentes-abris prises sur l'ennemi. L'artillerie de campagne, elle-même, provenait presque exclusivement des Fédéraux ; les lettres U S me le faisaient voir sur presque chaque pièce et chaque caisson. Des files de charrettes et d'ambulances révélaient, par les mêmes initiales, le lieu de leur provenance : on se serait cru dans un camp fédéral.

Ce ne sont pas là les seuls trophées que les Confédérés tiennent de leurs ennemis ; l'année dernière,

ils ont été leurs vrais fournisseurs. Demandez aux généraux Banks, Frémont, Pope, Shields, Mc'Dowell et Siegel, le butin que Jackson leur a pris dans la Virginie : objets d'équipement et d'approvisionnement de toutes sortes, y compris des médicaments, dont ils avaient alors un si grand besoin. C'est au point que les soldats de Jackson avaient surnommé Banks, le quartier-maître général de leur armée.

Au retour de notre excursion, on nous servit à dîner; le général Lee me fit observer que, si le luxe était absent, l'abondance du moins en tenait lieu, et qu'aussi longtemps que le pays serait ainsi préservé de la disette, l'ennemi n'aurait aucune chance de le conquérir.

Et, en effet, avec une armée dans des dispositions semblables à celles dont j'ai été le témoin, la conquête du pays n'est pas possible. Elle n'aspirait qu'à se mesurer encore avec ses adversaires, et il fallait toute l'autorité du général en chef, pour contenir sa bouillante impatience. Dans les revers

comme dans la victoire, le général Lee peut compter sur le dévouement de ses soldats.

Le général en chef venait de terminer, sur la campagne de la Pennsylvanie, le rapport qui vient d'être livré à la publicité. C'est un exposé clair et précis des motifs qui l'ont inspirée et des résultats qui en ont été la conséquence. La bataille de Gettysburg se présente comme un événement imprévu dans cette campagne. Le général Lee n'avait prémédité aucune bataille ; son but était d'éviter toute espèce de conflit pendant l'été, en déroutant l'ennemi dans sa tactique. En gagnant du temps, il ménageait les forces de son armée et le sang de ses soldats. Toutefois, la bataille une fois engagée à l'improviste, le 1er juillet, il dut la poursuivre jusqu'au soir du 3. Le 4, commença cette habile retraite que l'ennemi n'a pu harasser, et cela au milieu des plus grands obstacles, occasionnés par des pluies diluviennes et la crue considérable et subite des eaux du Haut-Potomac.

Vers la mi-juillet, l'armée de la Virginie se re-

trouvait en position au sud du Rapidan, étendant ses lignes par *Culpepper-Court-House*, et, vers le commencement d'août, elle se retira sur *Orange-Court-House*, où je l'ai visitée.

Ce n'est pas chose facile que de savoir quelles sont, à un moment donné, les positions du général Lee. Une contrée ondulée, coupée de ravins et de coteaux, en majeure partie boisés, offre mille moyens de tromper l'ennemi et de se dérober à ses reconnaissances. Un corps d'armée ignore la plupart du temps la position de l'autre; les plus proches voisins du camp du général ne connaissent pas sa véritable position. Tout est ordre et méthode dans les plans du général en chef, et, lorsque le moment de les mettre à exécution arrive, la confiance et les officiers capables ne font pas défaut autour de lui.

A Gordonsville, j'ai eu le plaisir de rencontrer, dans le prévôt militaire de l'armée de la Virginie, mon ami le docteur C. Boyle, de Washington. C'est sous sa direction que s'opèrent les mouvements de

troupes d'un corps d'armée à un autre. Il m'assura que depuis trois semaines environ, il avait dirigé sur l'armée du général Lee un nombre d'hommes égal aux pertes occasionnées par la campagne de la Pennsylvanie.

Ce fait expliquait, à mes yeux, le désir qu'avaient en ce moment le général et les soldats, de se retrouver de nouveau en face de l'ennemi.

XXIV

La chute de Vicksburg et de Port-Hudson, tout en n'établissant pas une voie de communication régulière et facile entre le Haut et le Bas-Mississipi au profit des Fédéraux, fermait également aux Confédérés l'accès des contrées situées par delà le grand fleuve. L'armée trans-mississipienne se trouva ainsi plus ou moins isolée du centre gouvernemental et obligée de se suffire à elle-même dans la zone qu'elle avait mission de défendre contre ses agresseurs du dehors. Mais l'État du Texas, à lui seul aussi grand que la France, se trouve actuellement dans des conditions telles de prospérité, qu'il est à

même de fournir tout ce qui tient à l'approvisionnement et à l'équipement d'une grande armée ; et cela pour tout le temps que durera la guerre, dût-elle embrasser une période de dix années. Ses troupeaux de moutons fournissent la laine en abondance ; ses bestiaux le cuir et la chair, et ses vallées fertiles les céréales. La population blanche de l'État, qui s'élevait en 1860 à quatre cent vingt mille six cent cinquante-un habitants, s'est accrue du chiffre de cent quatre-vingt mille depuis le commencement des hostilités en 1861 jusqu'à ce jour, par l'immigration des habitants de la partie septentrionale de l'État du Missouri, ainsi que de l'Arkansas.

Restait l'artillerie de siége et de campagne, dont la complétion dépendait essentiellement du département de la guerre, siégeant à Richmond. Afin d'obvier à cet inconvénient temporaire, le général Magruder, auquel est confié le commandement de cette armée, a reçu du Président plein pouvoir pour parer aux circonstances. A cet effet, il fit établir à Galveston une fonderie d'où sont déjà sorties des pièces

suffisantes pour la défense de cette dernière place. L'artillerie de campagne n'a pas été négligée ; en sorte que l'armée trans-mississipienne est sur un pied de guerre qui ne le cède en rien à celui des armées de la Confédération.

Les Texiens ont une réputation de bravoure justement méritée. L'engagement qu'ils ont eu avec les Fédéraux dans la baie de Galveston, le 1er janvier de cette année, et dans lequel ils se sont emparés du steamer le *Harriet Lane*, nous a donné la juste mesure de leur intrépidité. Ils allaient s'emparer de plusieurs autres canonnières lorsque les Fédéraux les firent sauter pour en empêcher la prise.

Plus récemment encore, les Texiens furent aux prises avec leurs ennemis sur la rivière de la Sabine; ils leur prirent plusieurs navires et les repoussèrent au delà de leurs lignes d'attaque.

Le jour n'est pas éloigné où d'autres exploits placeront l'armée que commande le général Magruder au nombre de celles qui auront le plus mérité de la Confédération.

XXV

L'armée de l'Ouest, que commande le général Bragg, était restée comparativement inactive depuis la bataille de Murfreesboro, vers la fin de décembre 1862, jusqu'à l'époque toute récente où, par une stratégie habile des Confédérés, l'armée fédérale, sous le général Rosencranz, fut contrainte de sortir de ses positions et d'accepter la bataille que Bragg lui offrait. Il faut dire aussi que ce dernier a été soutenu par des détachements de l'armée du Mississipi, sous les ordres du général J. E. Johnston, et de celle du nord de la Virginie.

Ces mouvements donnèrent lieu à la bataille de

Chickamauga, dont les derniers courriers nous ont apporté les détails. Les débris de l'armée de Rosencranz, dont le commandement vient d'être remis au général Thomas, sont maintenant renfermés à Chattanooga, où ils auront à supporter un siége; tandis que la division sous les ordres de Burnside, envoyée au secours de Thomas, aura maille à partir avec les troupes confédérées en marche pour la combattre.

De l'issue de cette lutte dépendra soit l'affranchissement complet du Tennessee, soit une suspension des hostilités jusqu'au retour du printemps.

XXVI

Pour juger et comprendre l'armée confédérée, il ne faut la comparer ni à celle des États-Unis ni même à aucune armée de l'Europe.

Elle diffère de celle des États-Unis en ce que tous ses soldats sont des citoyens nés et appartenant au sol ; la plupart possédant une fortune plus ou moins considérable, une instruction libérale et une éducation plutôt faite pour le salon que pour le bivouac. Chaque soldat sait qu'il combat pour la liberté de son pays ; il n'y a pas de mercenaires dans cette armée.

Elle diffère des armées de l'Europe en ce sens

qu'il n'y a entre elle et le peuple aucune ligne de démarcation; c'est le peuple-soldat ou le soldat-peuple. Aujourd'hui à la charrue, demain sous les drapeaux, sans transition aucune. La loi de conscription, ou plutôt de recrutement, s'applique à tous indistinctement; ils concourent tous à la défense de leur sol. Dès le début de la guerre, elle a fait appel aux hommes de dix-huit à trente-cinq ans; aujourd'hui, elle appelle ceux de dix-huit à quarante-cinq. Le recrutement s'opère tranquillement et presque de lui-même. Dans plusieurs États, et l'on cite à cet égard ceux du Texas et de la Caroline du Nord, la presque totalité désignée par le sort faisait déjà partie de l'armée avant que les officiers recruteurs vinssent les chercher.

J'étais à Richmond lors de l'appel des hommes de trente-cinq à quarante-cinq ans. C'était à peu près à la même époque que le gouvernement de Washington tentait de mettre sa loi de conscription en vigueur dans l'État de New-York. Le contraste était frappant; on a su en Europe les désordres auxquels

elle a donné lieu ; les victimes de ces désordres, des malheureux nègres, se seraient estimés doublement heureux s'ils s'étaient trouvés en cette circonstance au sud du Potomac, au foyer paternel de leurs anciens maîtres.

Avant la proclamation présidentielle du 10 juillet dernier, l'État de la Virginie, à lui seul, avait déjà mis sur pied 160,000 hommes, dont 148,500 étaient armés et équipés ; les 11,500 non équipés attendaient des ordres, et au fur et à mesure pour remplir les cadres.

A l'époque de mon départ, on ne connaissait pas encore le chiffre exact des hommes que la nouvelle loi appelait dans les camps, attendu que beaucoup d'entre eux étaient déjà entrés volontairement au service. Aucun des États de la Confédération n'est resté en arrière ; tous ont fourni leurs contingents, selon la proportion de leur population, à l'égal de celui de la Virginie, que nous avons cité comme exemple.

L'entrain des soldats confédérés dans la bataille

rappelle à plusieurs égards celui des soldats français. Ils marchent à la mort comme à une fête, chantant des hymnes guerrières, lançant des épigrammes, ne voyant devant eux que la victoire! Qu'une batterie meurtrière d'artillerie les inquiète, ils se jettent dessus à la baïonnette, sans tirer un coup de fusil.

Un trait caractéristique leur est particulier ; c'est que, lorsque la charge est commandée, un silence profond règne tout d'abord, puis il succède un cri guttural proféré par la colonne tout entière, cri qui jette l'épouvante dans les rangs ennemis. Tous les prisonniers s'accordent à dire que, lorsqu'ils entendaient ce cri, ils en éprouvaient une sensation de terreur qu'ils ne pouvaient dépeindre autrement qu'en la comparant à l'approche de la mort. Ils perdaient alors tout contrôle de leurs facultés, à part celle de se préserver par la fuite.

L'assaut de *Malvern-Hill*, pendant la campagne de la Péninsule, le 1er juillet 1862, la bataille des Sept-Pins ou *Fair-Oaks*, du 31 mai au 1er juin de

la même année, celle, toute récente, de Gettysburg, ont enlevé à l'armée de Lee des nuées de héros. Avec une armée moins impétueuse, ces hécatombes auraient compté moins de victimes.

La campagne qui a valu à l'armée confédérée le prestige dont elle jouit, c'est à coup sûr celle de Richmond, dont le résultat a été l'évacuation complète de la Péninsule par la grande armée que commandait Mc'Clellan.

Le général Mc'Clellan est, de l'aveu des généraux du Sud, l'officier le plus capable que le Nord ait eu à la tête de ses armées. S'il a échoué dans son plan d'investir la ville de Richmond, c'est qu'il a eu affaire à plus forte partie que lui.

Tout, en effet, devait concourir à lui faire pressentir le succès. Depuis le moment où il avait débarqué ses troupes en amont du fort Monroë jusqu'à son arrivée sous les murs de Richmond, rien ne l'avait sérieusement entravé dans sa marche. Jusqu'à Williamsport, il n'avait eu à soutenir que des escarmouches. Yorktown avait été évacué sans combat.

A Williamsport, toutefois, il y eut une rencontre entre l'avant-garde fédérale et l'arrière-garde confédérée en retraite, et la lutte qui s'ensuivit eut seule quelque importance.

Au delà de Williamsport, où Mc'Clellan se trouvait au 5 mai 1862, il n'y eut plus de résistance de la part des Confédérés ; ils se replièrent lentement sur leur capitale. Une marche rapide de l'armée fédérale eût été couronnée d'un succès certain ; mais Mc'Clellan n'était pas un Napoléon. Au lieu de précipiter sa marche, il entreprit un plan de campagne qui consistait dans la construction d'une route militaire de première classe à travers un pays de marécages, dans le but, sans doute, de se ménager une issue facile. En outre, de distance en distance, profitant de la nature boisée de la contrée, il fit construire des forts retranchés et des abattis formidables, derrière lesquels ses troupes combattraient avec les plus grands avantages.

Ce ne fut que vers la fin de juin, à la grande impatience du cabinet de Washington, que Mc'Clellan

arriva sous Richmond, avec la rivière de Chickahominy pour base d'opération.

Les Confédérés avaient eu le temps de masser leurs troupes autour de leur capitale et de l'approvisionner. Le général Lee, que le Président venait de rappeler de Charleston pour lui confier le commandement supérieur de l'armée, avait, lui aussi, mûri son plan de défense.

Le canon, que l'on entendait très-distinctement de la ville, commença à gronder dès le 26 juin. Une première bataille fut livrée sur le Chickahominy, de l'issue de laquelle devait dépendre le sort de Richmond. La journée était déjà avancée sans que les Confédérés eussent de grands avantages sur leurs adversaires. Tout à coup apparut le corps d'armée du général Jackson, que l'on croyait cerné par trois corps Fédéraux. L'habile général avait non-seulement trouvé moyen d'échapper à ces derniers, mais encore il les avait battus séparément, et, par une marche forcée, il arrivait opportunément sur le champ de bataille. La nouvelle de sa

présence électrisa l'armée entière, et à partir de ce moment, l'ennemi fut victorieusement repoussé au delà de ses lignes sur le Chickahominy. Le succès de cette première journée est dû en majeure partie à l'arrivée de Jackson. L'armée confédérée, épuisée de fatigue, dormit sur le champ de bataille, tandis que les Fédéraux se retiraient, à la faveur de la nuit, derrière leur seconde ligne de travaux. Le lendemain matin, les Confédérés poursuivirent leur victoire de la veille, et, franchissant la distance qui les séparait de l'ennemi retranché derrière ses abattis, ils livrèrent l'assaut, combattirent en héros et, le soir du deuxième jour, ils remportaient une seconde victoire. Ils dormirent encore sur ce nouveau champ de bataille, pendant que les Fédéraux répétèrent leur manœuvre de la veille.

Et ainsi pendant sept jours de cette mémorable campagne; chaque jour eut une position nouvelle à enlever, un ennemi à expulser de ses fortifications, de ses ouvrages d'art.

Enfin la bataille de *Malvern-Hill* termina glorieu-

sement cette laborieuse campagne. On sait que Mc'Clellan séjourna encore quelque temps sur la Péninsule, jusqu'à ce que les fièvres pernicieuses, décimant les débris de son armée bien plus encore que les baïonnettes confédérées, il l'évacua définitivement vers la fin d'août, laissant derrière lui, comme monument de gloire, la route qu'il y avait fait construire, et qu'il léguait ainsi à la Virginie en toute propriété.

Partout où les armées fédérales se sont montrées sur le sol de la Confédération, leur premier soin, leur seule préoccupation, a toujours été de construire des travaux de défense et de se retrancher dans ces positions improvisées. Elles ont, à cet effet, un *corps de sapeurs*, fourni par l'État du Maine, où tout homme est bûcheron et habitué au maniement de la hache; un *corps de terrassiers*, d'origine irlandaise, tous hommes rompus au maniement de la pelle; enfin un *corps de mécaniciens*, provenant des États de la Nouvelle-Angleterre, où les charpentiers, forgerons, etc., abondent. Ces corps de

non-combattants laissent au soldat le repos dont il a si grand besoin avant comme après la bataille.

Les armées confédérées n'ont chacune qu'un *corps de pionniers* pour leur frayer la route, en sorte que tous autres travaux incombent naturellement aux soldats. Aussi ne construisent-elles généralement aucun ouvrage de défense en campagne, si ce n'est quelques fossés. Ou ils combattent à découvert ou ils se couchent à plat-ventre pour éviter les volées de la mitraille. Leurs adversaires ont, par conséquent, de très-grands avantages sur eux. Maintes fois les Fédéraux ont dû être étonnés de ne trouver que de légers travaux là où ils s'attendaient à rencontrer des places fortes.

On m'a assuré qu'à Chancellorsville, où les Fédéraux n'avaient pas eu le temps d'ériger des travaux, ils se firent des remparts avec les cadavres des hommes et des chevaux qui jonchaient le sol pendant cette bataille meurtrière.

On ne se fait aucune idée en Europe des nombreuses rencontres qui ont eu lieu entre les belli-

gérants. On reçoit bien de ce côté-ci de l'Atlantique l'énoncé de telle ou telle grande bataille répartie sur une ou plusieurs journées; mais les combats de moins de durée, les escarmouches, etc., etc., dans lesquels il y a des tués, blessés et prisonniers, les dépêches n'en font, la plupart du temps, aucune mention. Souvent aussi, plusieurs engagements ont lieu le même jour à des distances très-éloignées l'une de l'autre, et entre des corps d'armée indépendants, et les dépêches qui nous en transmettent la nouvelle confondent pêle-mêle plusieurs actions.

Jusqu'au 1er janvier 1863, on avait déjà enregistré deux cent cinquante engagements, combats et batailles, dont les deux tiers environ avaient tourné à l'avantage des Confédérés.

On comptait alors, du côté des Confédérés :

Tués.	20,89
Blessés.	59,615
Prisonniers. . . .	22,169
Total.	102,677

Du côté des Fédéraux :

Tués.	43,874
Blessés.	97,029
Prisonniers. . . .	68,213
Total.	209,116

On évaluait à 120,000 du côté des Confédérés et à 250,000 du côté des Fédéraux, le nombre de ceux qui ont succombé à la maladie et aux suites de leurs blessures.

On ne peut pas encore évaluer les pertes de part et d'autre de l'année 1863 ; cette année a été marquée par plusieurs batailles, que l'on peut ranger parmi les plus meurtrières de cette guerre d'extermination.

En jetant un coup d'œil sur ce que nous énonçons ci-dessus, sera-t-il possible de voir se réunir un jour, dans une même association, deux peuples que sépareront pour toujours tant de champs de bataille, tant de victimes et un pareil fleuve de sang? L'Europe peut-elle prêter la main à l'idée d'une reconstruction des États-Unis sur les bases d'une réconciliation sincère et d'une paix durable ?

XXVII

Depuis le mois de juin dernier, la Caroline du Nord a été le théâtre d'incursions (*Raids*) fréquentes de la part de l'ennemi, comme seul moyen d'assouvir sa haine et sa vengeance sur un peuple qui résiste avec ferveur à sa domination intéressée et brutale.

Tandis que toute la population mâle de dix-huit à quarante-cinq ans se groupait autour des drapeaux confédérés dans le Mississipi, dans la Virginie septentrionale et ailleurs, les Fédéraux qui, depuis quelque temps déjà, avaient réussi à se conserver un pied-à-terre à Newbern, sur les bords de la mer, grâce à leurs canonnières, jugèrent le moment favorable pour s'avancer par bandes dans l'intérieur,

afin de piller, incendier et détruire des propriétés laissées à la garde de femmes, d'enfants et de vieillards. Magasins publics, boutiques privées, instruments aratoires, provisions de bouche, récoltes, rien ne fut respecté par ces nouveaux Vandales. Les barbares sous les coups desquels l'Empire romain succomba, ne se rendirent pas coupables d'actes aussi odieux. Au laboureur, ils laissaient sa charrue, à l'artisan ses outils; ils comprirent que, pour soumettre un peuple, il fallait au moins lui laisser ses moyens d'existence.

Chaque fois que les Confédérés peuvent laisser une division ou une brigade, pour s'opposer au progrès de leur ennemi dans un État, à armes égales, les Fédéraux sont repoussés jusque sous la protection de leurs flottes. Quant, au contraire, un État est dégarni de défenseurs, remplaçant les armes loyales par la térébenthine, la torche et la hache, ils incendient les villages et les hameaux, détruisent tout et ne laissent après eux que la dévastation, la ruine et la désolation. Bien plus encore, ils pro-

voquent le meurtre par les nègres et ils maltraitent les femmes, les enfants et les vieillards, avec un raffinement de cruauté que l'histoire de ces deux années a justement stigmatisé. Dirons-nous que des compagnies de soldats fédéraux, en patrouille, ont fait feu, à travers des vitrages, sur des femmes et des enfants attablés à leur repas du soir, comme sur des bêtes fauves de la forêt ; le chef de famille absent, à l'armée, ne pouvant les défendre.

Rencontraient-ils des femmes seules dans les hameaux ou sur les plantations qu'ils allaient dévaster de jour, ils débutaient par voler les bijoux en les arrachant des doigts, des oreilles et de la poitrine.

J'ai entendu le gouverneur de la Caroline du Nord raconter un soir chez le général Cooper, que pendant les nombreuses incursions sur le sol de son État, l'ennemi enlevait de vive force des familles entières de nègres ; qu'en plusieurs occasions, ayant été cernés par les troupes locales, au moment de se rembarquer, les nègres en profitaient pour s'échapper et retourner dans les foyers de leurs maîtres ;

les Yankees, alors, assouvissaient leur rage sur les négrillons et les arrachaient des bras de leur mère pour les jeter à l'eau. D'autres fois, ils ont eu recours à des noyades de nègres sur une plus grande échelle, lorsqu'ils résistaient à leur enlèvement.

Les Yankees exerçaient la même cruauté vis-à-vis des blancs. Sur un transport de prisonniers, dont la plupart étaient malades de la variole, contractée dans des bouges infects qui leur tenaient lieu de logement, ils *s'amusaient* à les attacher deux par deux, dont un malade et un bien portant, afin de propager le mal par ce contact, puis ensuite, lorsqu'il atteignait de la gravité, les malades étaient jetés à la mer par dessus le bord, et l'opération se terminait par des hourrahs.

Les faits qui précèdent sont l'exposé de la froide vérité. Ils n'ont point été inventés par un correspondant de journaux, dans le but d'émouvoir ses lecteurs. C'est le premier magistrat de l'un des États confédérés qui s'entretenait de ces graves événements avec l'adjudant et inspecteur-général de

l'armée, afin d'y porter un remède efficace. Que les incrédules, s'il y en a, remontent aux sources que je leur indique, et ils entendront des récits tout aussi navrants que ceux-ci.

Dix-huit mois auparavant, à l'époque où le général Lee commandait la place de Charleston et présidait à la construction des travaux de défenses, c'était le tour de la Caroline du Sud à subir les outrages de la soldatesque fédérale, occupant alors les principaux ports de cet État. C'est sous sa tente, à l'armée de la Virginie, que le géneral me raconta avoir été le témoin d'une scène si odieusement inhumaine, qu'il lui répugnerait d'y ajouter foi si elle lui eût été rapportée par des tiers.

On connaît la position particulière de la ville de Charleston sur un promontoire formé par la jonction de deux cours d'eau, la rivière Cooper et la rivière Ashley qui, toutes deux, viennent mêler leurs eaux à celles de la baie. Des habitations d'été, de magnifiques villas sont disséminées çà et là le long de la berge, en sorte que les canonnières enne-

mies, en remontant ces fleuves, les avaient toutes à portée de canon. Le général Lee n'avait aucun moyen de s'opposer à l'approche de l'ennemi par eau, bien que parfaitement en mesure de repousser un débarquement de troupes ; les Fédéraux, alors, remontant la rivière Cooper, canonnèrent ces habitations et enlevèrent de vive force les nègres des plantations riveraines pour les prendre à leur bord.

Un jour entre autres, une canonnière fédérale se présenta en face de l'une de ces paisibles demeures, où résidait un vieillard que la maladie alitait. Deux serviteurs seulement étaient auprès de lui. Les premiers coups de canon firent prendre la fuite aux serviteurs ; le vieillard infirme, resté seul, dut être en proie aux plus déchirantes douleurs tout le temps que dura la canonnade ; car, le lendemain matin, lorsque les serviteurs reparurent, leur malade avait rendu le dernier soupir. Les Fédéraux se retirèrent ce jour-là sans avoir réussi à mettre le feu à la maison au moyen de leurs obus.

Le surlendemain, la même canonnière reparut :

non loin de la maison, un groupe de quelques personnes rendait les derniers devoirs au défunt. Le feu recommença et fit suspendre le rituel des morts et le recouvrement de la tombe. Cette fois l'habitation prit feu, et ce ne fut qu'après avoir été remplacée par un monceau de cendres, que les pieux voisins purent mettre la dernière main à l'œuvre pieuse si brutalement interrompue.

Le général Lee était encore vivement affecté des scènes qu'il me racontait, et se prit à dire qu'il se refusait à croire que l'officier qui commandait le feu ait eu connaissance de ce qui se passait, si grand serait l'odieux qui s'attacherait à son nom.

Pour les Fédéraux, ce n'est donc plus une question de patriotisme, de droit ou de justice qu'ils agitent dans la conduite de cette guerre, mais une question de vengeance cruelle sous tous ses aspects, envers un peuple qui n'a d'autre tort que celui de ne pas vouloir se soumettre à la domination du dollar.

XXVIII

La Nouvelle-Orléans a souvent fait l'objet de nos conversations particulières. Les circonstances exceptionnelles dans lesquelles j'étais placé à Richmond, m'ont initié aux événements qui ont précédé l'arrivée des forces fédérales.

L'histoire des malheurs de cette ville est longue et triste à raconter. On ne connaît encore en Europe qu'une faible partie des actes qui ont signalé l'administration civile et militaire du général Butler, et qui lui ont valu la réprobation universelle. Le monde civilisé a passé condamnation sur quelques-uns de ces actes. Je crois le moment inopportun

d'en faire l'énumération. Pour écrire cette histoire d'une manière complète et impartiale, il faudra tenir compte d'éléments que la simple prudence ne nous permet pas même d'effleurer aujourd'hui.

Tous les Louisianais, attachés au sol de leur patrie par d'autres liens que ceux de la spéculation commerciale et avec lesquels je me suis entretenu, se sont montrés à la hauteur de la situation qui leur était faite ; aussi bien les soldats blessés que ceux qui ne l'étaient pas, aussi bien encore les familles dans la pénurie que celles qui jouissaient d'une aisance relative.

Les navires-béliers, le *Mississipi* et la *Louisiane*, inachevés lors de l'arrivée de la flotte fédérale devant la ville, le 26 avril 1862, ont été détruits par les constructeurs eux-mêmes. Leur architecture, au dire de personnes compétentes en pareille matière, surpassait tout ce que le génie naval avait inventé jusqu'alors.

Ces deux navires auraient suffi, à eux seuls, pour balayer le fleuve jusqu'à son embouchure, et toute

la côte du golfe, depuis les bouches du Rio-Grande jusqu'à l'extrémité de la Floride qui, débarrassée de ses bloqueurs, aurait eu tous ses ports ouverts au commerce du monde.

Aussi, lorsque la nouvelle de la destruction de ces navires parvint à Richmond, elle produisit une douloureuse impression; la perspicacité de l'homme qui y tient le gouvernail de l'État, entrevit de prime abord le retard que ces malheurs allaient apporter à l'œuvre entreprise.

XXIX

Jefferson Davis a déjà dignement rendu hommage au courage et à l'abnégation des femmes de la Confédération. Mais on ne saurait trop le répéter, leur conduite a été admirable dans toutes les circonstances où leur devouement a été mis à l'épreuve.

Elles ont commencé par se dépouiller de tout ce qui constituait le comfortable de leurs maisons. Leurs tapis ont été morcelés et envoyés à l'armée pour tenir lieu de couvertures; leur linge blanc est allé aux ambulances et aux hôpitaux. Leurs habillements de luxe, jusqu'à leurs bijoux, ont été mis en gage ou vendus soit au profit des blessés, soit pour les be-

soins de l'armée et de la marine. A Charleston, à Richmond et ailleurs, elles ont fourni les fonds nécessaires à la construction de canonnières blindées. Il n'y a pas de privations auxquelles elles ne se soient toutes soumises avec gaîté de cœur, donnant ainsi aux hommes qui partaient pour l'armée l'exemple d'une patience sans murmures et de sacrifices sans regrets. Elles visitent les hôpitaux, pourvoient aux besoins des blessés et des mourants, revêtent même l'habit de la sœur de charité, pansant les blessures et bravant les miasmes par des chaleurs tropicales.

La confection même du linge des hôpitaux est due à leur aiguille, ce sont leurs doigts délicats qui ont cousu ces milliers de sacs en grosse toile, destinés à contenir du sable et employés dans les forts et les batteries pour la réparation des brèches. Il fut même un temps où tous les accoutrements militaires, depuis la chaussette jusqu'au képi, étaient l'objet de leurs soins. Des gants en peau de mouton, portés par les officiers, provenaient

également de leurs salons transformés en ateliers de couture.

Rien ne semble au-dessus de leurs forces, pas plus qu'au-dessus de leur bravoure. Restent-elles seules sur les points menacés par l'ennemi, elles l'attendent avec calme et fermeté, sans peur ni crainte, de même que les soldats l'attendent sur le champ de bataille.

XXX

Mon séjour dans la capitale des États Confédérés a eu lieu pendant la période la plus sombre de leur histoire. J'ai, par conséquent, pu apprécier à leur juste valeur les qualités civiques de toutes ces populations. Au milieu des plus grands revers, alors que leur cause apparaissait, aux yeux d'un étranger, des plus chancelantes, il se manifestait chez elles une séve, une ardeur guerrière que rien, pas même la crainte de la mort, n'était capable de vaincre. Dans tous les rangs du peuple c'était le même cri de ralliement : combattre à outrance un ennemi abhorré. « Tout, me disait un jour le Président, tout; sauf une réunion avec

cette nation de mécréants, et nous préférerions être gouvernés par le roi de Dahomey lui-même, plutôt que de nous soumettre au joug des Yankees. » Un sentiment pareil se retrouvait chez le peuple : « Si nous avions à choisir entre un roi, un empereur ou le retour dans l'ancienne Union fédérale, nous opterions pour la première alternative, dussions-nous constituer une province de l'empire mexicain sous le protectorat de la France. »

Ce que l'on y préférerait à coup sûr, en pareille circonstance, serait le protectorat pur et simple de la France ; mais le pays est encore fort de lui-même et confiant dans sa cause.

Toutefois, avec l'amitié et l'alliance de la France, ce beau pays renaîtrait bientôt à la prospérité et à une grandeur que beaucoup de peuples pourraient envier.

Avec des instincts généreux et des dispositions libérales, le peuple de la Confédération s'inspirerait du génie de la France moderne, et cette régénération sociale, qui est la pensée constante des Na-

poléons, accomplirait paisiblement son œuvre au profit des générations futures.

La France bénéficierait d'avantages commerciaux exceptionnels, qui lui seraient concédés par les États Confédérés pour une période de temps plus ou moins longue, et à l'exclusion de toutes les autres nations de l'Europe. Cette concession serait faite à la France, parce que l'on espère que la France à elle seule fera le premier pas vers la reconnaissance de la Confédération. Si, par contre, la France se laissait devancer sur ce terrain, ce serait, et au grand regret du peuple de la Confédération, à celle qui entrerait la première en ligne à recueillir ces avantages exceptionnels.

Toutefois, que l'on ne se méprenne pas sur l'esprit des populations des États Confédérés. Elles n'offrent pas de prime à quiconque leur rendra justice ; elles ne veulent pas mendier une reconnaissance qui leur est due par tous les droits de l'humanité. Mais, en retour de la sympathie qu'elles ont pour la France ou qu'elles rencontreront chez

telle ou telle nation de l'Europe, elles veulent prouver que leur générosité est à la hauteur de ces sympathies.

Le peuple des États Confédérés est, sous bien des rapports, aussi impressionnable que le peuple français. Les succès le transportent d'enthousiasme, de même les revers l'abattent outre mesure au premier instant. Mais ensuite, lorsque la réflexion a fait place à ces impressions passagères, il succède un maintien calme et réservé, et les revers, quelle qu'ait été leur nature, ont toujours eu pour effet constant et immédiat de retremper l'énergie de la population tout entière, et de la préparer soit à de nouveaux sacrifices soit à de nouvelles privations.

Depuis si longtemps que ce peuple soutient cette lutte inégale, il y a acquis une expérience et une aptitude qu'il était loin de posséder au début. La guerre est devenue une profession, la profession de tous; chacun y vaque comme à une occupation ordinaire. « Nous sommes tous soldats, répon-

dit un jour M. Cobb, de la Géorgie, à des officiers fédéraux qui avaient pour mission secrète de s'enquérir de l'état des esprits au Sud ; c'est une profession comme une autre, et nous l'exercerons jusqu'à l'extinction de notre race, si telle est l'alternative qui nous est réservée. »

Cette patience à toute épreuve, cette détermination de résister jusqu'à la dernière extrémité, se reflète sur la physionomie de chacun ; soldats, hommes, femmes, vieillards et enfants, tous ont une figure pensive et méditative qu'un étranger ne peut manquer de remarquer à chaque pas.

Le sentiment religieux prédomine chez toutes ces populations; le clergé fait cause commune avec elles, et du haut des chaires chrétiennes retentissent les oraisons funèbres et l'apothéose des héroïques victimes de ce sanglant conflit.

Il ne faut pas oublier non plus que quelques familles ont des sujets intimes de profonde tristesse. Des parents, quelquefois des frères, se combattent dans des camps opposés. Lors de ma visite à Frédé-

ricksburg, j'eus l'occasion de causer avec un vieillard dont le cœur et l'âme étaient dévoués à la cause du Sud, et qui me dit entre autres : « J'ai trois fils et un beau-fils, tous quatre soldats ; le plus jeune de mes fils est dans l'armée fédérale, c'est le seul vrai chagrin de ma vie. »

On se rappelle encore que le commandant du *Merrimac* avait un frère cadet à bord du *Congrès*, coulé corps et biens dans la baie de Norfolk.

La capitale est le refuge temporaire d'une foule de familles exilées de leurs foyers domestiques par les armées fédérales. Elles sont venues de la Virginie occidentale, du Maryland, de la Caroline du Nord et de la Louisiane, en attendant que des jours meilleurs leur rendent leur sol natal. Environ cent quatre-vingts familles de l'Ouest de la Virginie seulement ont ainsi abandonné leurs foyers. En les expulsant du toit de leurs ancêtres, les Fédéraux ne leur laissèrent emporter que soixante livres de bagage et cent dollars en argent. On comprend le dénûment auquel la plupart d'en-

tre elles ont été exposées; mais l'hospitalité de Richmond se montre sans bornes à leur égard. On y vit simplement, sobrement, afin d'être à même de partager avec plus malheureux que soi.

Dans la ville de Richmond et dans les autres cités que j'ai visitées, je n'ai pas vu de mendiants dans les rues. Il y en avait peu avant la guerre; la guerre n'en a pas produit un de plus.

XXXI

Il semble que le moment est venu où Napoléon III est appelé à régénérer le Nouveau-Monde, comme Napoléon Ier a régénéré l'ancien.

Chaque époque, et, dans chaque époque, chaque nation, relève de ses aspirations et de ses besoins.

La génération de 89, génération ardente et théoricienne, en proclamant le dogme de la liberté absolue, dépassa la démarcation qui était l'œuvre de Dieu ; elle fit un écart, une faute, dont les tristes événements de Saint-Domingue furent l'expiation.

La génération actuelle, tout en se montrant pleine

de séve et d'ardeur, est éminemment pratique. Elle aspire à la liberté; mais à cette liberté qui, tenant compte de l'œuvre de Dieu, l'astreint à des limites qui la sauvegarderont dans l'avenir.

Or donc, l'œuvre de la régénération du Nouveau-Monde, pour qu'elle porte ses fruits, doit s'effectuer indépendamment de la question qui se rattache à la position sociale de la race noire.

Certes, la race blanche offre un champ assez vaste à l'activité des hommes d'État et des économistes politiques.

La balance des pouvoirs politiques une fois bien implantée sur ce sol, comparativement encore vierge, le moment sera venu de s'occuper de la race noire, et de pourvoir à l'amélioration de sa condition sociale.

Les quatre millions de la race noire aux États Confédérés ne demandent rien à l'Europe, si ce n'est, toutefois, de se voir délivrer du joug des hommes du Nord, qui leur inspirent la seule frayeur qu'ils connaissent. Pourquoi donc l'Europe s'en

occuperait-elle exclusivement, lorsque huit millions d'hommes de sa propre race, avec sa même religion, ses mœurs et ses croyances, réclament d'elle le plus juste des droits que l'homme tienne de la nature, celui de vivre paisiblement chez lui, tout en ne portant aucun préjudice à ses voisins ?

Il n'entre pas dans le plan de ce travail de traiter la question de l'origine des races humaines. Prenant note de leur diversité, telle qu'elle existe dans l'ordre actuel des choses, nous admettons en principe, avec les savants de notre siècle, que cette diversité est l'œuvre du Créateur.

Égalité des races devant Dieu et devant les lois morales ; inégalité devant la nature et les lois physiques, tel nous paraît être le véritable point de vue auquel il faut se placer.

La création tout entière, celle de notre planète comme celle de l'univers cosmique, repose sur une loi unique, celle de la diversité. L'ordre que nous observons partout dans la création découle de ce principe : admettre que la diversité des êtres soit

fortuite, c'est admettre l'instabilité des mondes et nier l'existence d'un Dieu créateur.

Décréter l'égalité des races humaines, au point de vue physique et politique, c'est se mettre en opposition directe avec les arrêts de la Providence, laquelle a assigné à chaque race ses devoirs et sa mission. La race supérieure (car la diversité entraîne une hiérarchie) a la double mission de s'élever elle-même, et d'élever et d'attirer à elle toutes celles qui lui sont inférieures, et qu'elle doit régir.

Je reviens donc sur ce sujet, Sire, pour constater que la seule question qui semble tenir la France à distance du peuple des États Confédérés, c'est celle qui a trait à la position toute particulière de la race africaine, qui est encore chez ce dernier à l'état de servitude.

Il est plus facile de critiquer que de juger une pareille question, en tant qu'elle ne se présente point dans un état d'isolement qui permette de la résoudre sous tous les aspects. Il y a à considérer, d'un côté, la théorie abstraite; de l'autre, la pratique des faits.

Les peuples chez lesquels l'institution de l'esclavage a disparu ne la jugent qu'au point de vue de la théorie abstraite; ceux, au contraire, chez lesquels cette institution existe encore, la jugent au point de vue de la pratique des faits.

La théorie abstraite, c'est l'abolition de l'esclavage par un décret; la pratique des faits, c'est l'émancipation graduelle amenée par les progrès de la race noire, du temps, de l'époque et de la civilisation elle-même.

Ceux qui, récemment, ont parlé officieusement de propositions d'émancipation, ne traduisent pas la vérité de la situation actuelle.

Il n'appartient pas au gouvernement de Richmond de traiter la question de l'émancipation, soit immédiate, soit graduelle. Cette question appartient exclusivement aux États chez lesquels l'esclavage existe encore.

La constitution confédérée n'est pas, ainsi que certains écrivains s'efforcent de le propager, une constitution dont l'esclavage soit la clef de voûte,

Elle établit au contraire catégoriquement que les États chez lesquels cette institution a disparu seront également admis dans la Confédération nouvelle.

Les États qui font déjà partie de la Confédération avec des esclaves, pourront les affranchir au gré de leur gouvernement local. Les auteurs de cette constitution ont bien compris que l'institution de l'esclavage dans les États limitrophes disparaîtrait à une époque plus rapprochée que dans les États purement cotonniers.

La constitution confédérée déclare positivement que la *traite* des noirs est et demeure abolie à perpétuité. Ces sentiments avaient, du reste, prévalu dans les États du Sud, dès le commencement de ce siècle, et avaient rencontré de la résistance chez les Etats du Nord seuls qui, ayant inventé la traite, en font aujourd'hui une arme contre eux.

Si nous jetons un coup d'œil sur l'histoire de la race noire aux États Confédérés, nous la verrons arriver d'Afrique dans un état d'abjection peu commun chez les peuples les plus sauvages. C'étaient,

pour la majeure partie, des prisonniers de guerre, qui n'échappaient à la mort qu'au prix de leur transportation.

En arrivant en Amérique, ils se trouvèrent ainsi en contact avec une civilisation avancée et avec des propriétaires aux mœurs douces et patriarcales, auprès desquels même ils retrouvèrent une patrie, un foyer domestique, où ils étaient à l'abri de tous les besoins matériels.

C'est ainsi que le Sud a fait plus pour la civilisation et le progrès social des noirs que les généreux missionnaires, qui, au péril de leur vie, s'aventurent au milieu des tribus sauvages de l'intérieur de l'Afrique.

Ajouterons-nous, pour l'édification des plus incrédules, qu'il existe dans tous les États du Sud un « Code noir » pour la protection de la vie et de la personne des nègres ; ils figurent dans ce Code comme des personnes et non point comme des choses. L'homme blanc qui commet un meurtre sur la personne d'un nègre échappe plus difficile-

ment à la peine capitale que s'il s'agissait d'un homme de sa couleur et de sa race. En outre, les droits du nègre contre les velléités de cruautés du maître y sont énoncés en termes clairs et précis; et si la loi, en pareil cas, était le moins du monde éludée, l'opinion publique, plus puissante que la loi elle-même, imposerait ce Code sous peine de dégradation sociale envers les coupables.

La séparation du mari d'avec la femme, de l'enfant d'avec ses parents, est défendue par les lois de plusieurs États, et dans tous, le sentiment populaire la met à l'index, excepté lorsqu'une pareille séparation est désirée par les parties intéressées elles-mêmes.

La traite intérieure n'existe pas davantage, et si les noirs sont transportés parfois d'un État dans un autre, ce n'est qu'à la condition d'être accompagnés de leurs maîtres.

Il y a au Sud des écoles où les noirs apprennent à lire et à écrire; des églises où ils entendent la lecture de la Bible et des prédications chrétiennes.

Sur les plantations, les enfants des planteurs eux-mêmes prennent à cœur de tenir école pour les jeunes esclaves et leur enseigner la lecture, l'écriture et les travaux de l'aiguille.

La loi ne s'oppose nullement à l'émancipation dans les États du Sud. Le dernier recensement officiel constate que, pendant la période décennale de 1850 à 1860, vingt mille esclaves y ont été émancipés.

XXXII

La patrie, le foyer domestique, c'est le don le plus précieux que l'homme possède sur la terre. L'homme sauvage, comme l'homme policé, le porte à la hauteur de sa vie et de son travail ; s'y trouve-t-il menacé, envahi, maltraité, il résiste de toute l'énergie de son âme et de ses facultés, sacrifiant à sa défense tous les biens et toute la force dont il peut disposer. D'un côté c'est l'instinct de la conservation de sa race qui parle ; de l'autre, c'est celui de ses rapports intimes avec Dieu. Les États Confédérés nous offrent en ce moment le tableau le plus complet de cette double lutte, lutte la plus colossale

dans ses proportions, la plus héroïque dans ses actes dont l'histoire puisse faire mention, à propos de peuplades arrachant à un ennemi implacable, au prix de tous les sacrifices, le droit de paisible demeure dans le pays qu'ils ne doivent qu'à leur Créateur et à leur travail.

Voilà trois années que l'Europe est spectatrice impassible de la dévastation de la moitié d'un continent par l'autre ; c'est, cependant, une question européenne que celle des États Confédérés, sinon au point de vue politique, au moins au point de vue commercial. L'heure ne serait-elle donc pas venue pour elle d'élever la voix au nom de l'humanité et de joindre ses démarches à celles dont l'Empereur des Français a déjà pris l'initiative pour mettre un terme à tant de malheurs ; elle n'aurait qu'un mot à dire, un seul pas à faire ; admettre les États Confédérés d'Amérique dans la grande famille des nations ! et alors le fléau cesserait comme par enchantement. Nous savons que telle n'est pas l'opinion de la plupart des publicistes de l'ancien monde ; ils pensent, au

contraire, que la reconnaissance pure et simple ne produirait aucun effet sur les belligérants et sur la conduite de la guerre, et que le mal ne pourrait que grandir, en ce que les puissances qui feraient une semblable démarche seraient nécessairement entraînées dans la lutte, par une déclaration de guerre générale de la part des États-Unis du Nord.

Un pareil danger n'est ni à redouter, ni même possible. Le gouvernement de Washington craint cette reconnaissance, parce qu'avec elle il ne pourrait plus continuer la guerre. Le peuple non fanatisé du Nord l'appelle de tous ses vœux, et il saisirait avec empressement ce prétexte pour mettre fin à une lutte qui est sans issue à ses yeux. Le clergé véritablement religieux, que l'on rencontre encore dans le Nord, proclame du haut de la chaire ses sympathies pour le Sud : « Il y a quelque chose là, dans ma conscience, s'écriait l'un d'eux, qui me dit que cette guerre est injuste et impie. » De plus, les États Confédérés une fois reconnus, ceux du Nord-Ouest se détacheraient de ceux de l'Est, et

cette nouvelle scission établirait une barrière entre les États de la Nouvelle-Angleterre et les États restants.

La question de la reconnaissance de la Confédération a souvent été débattue devant moi dans le cours de mon voyage ; j'ai reconnu deux manières de l'envisager : la première est partagée par toute la population éclairée des villes ; elle consiste à ne compter que sur ses propres ressources, et à ne reculer devant aucun sacrifice pour faire de la reconnaissance un fait accompli, sans le concours et l'intervention de l'Europe ; l'autre appartient aux populations rurales ; celles-ci, tout en exprimant les mêmes sentiments quant au maintien de la lutte à outrance, se demandent pourquoi la France tarde tant à admettre en principe leur séparation et à sanctionner leur indépendance reconnue depuis trois quarts de siècle.

XXXIII

En terminant l'esquisse de la nation héroïque dont les regards, la confiance et l'espoir se sont de tous temps tournés vers la France, j'appelle avec ferveur le jour où son Empereur, l'ayant reconnue, le peuple français et celui des États Confédérés jouiront d'un traité de commerce et d'amitié que resserreront encore les liens qui sont appelés à unir en un seul faisceau toutes les branches de la race latine de l'Ancien et du Nouveau-Monde.

APPENDICE

(A)

BUREAU DE L'INGÉNIEUR EN CHEF.

« Charleston, le 13 avril 1863.

« Cher ami,

« La flotte fédérale est sortie du port, hier soir, sous toute vapeur : l'un des monitors et l'*Ironsides* (1) étaient en remorque ; ce dernier, protégé par un navire à chacun de ses bords, est très-endommagé, et ses pompes sont tenues en mouvement permanent afin de le maintenir à flot. Cependant, il reste à l'ancre, en dehors de la barre. Pourquoi ne le conduisent-ils pas dans un port voisin pour réparer ses avaries ; c'est là un mystère. Ce serait le moment maintenant pour Tucker (2) d'aller l'écraser pendant que les monitors sont absents. Tous les transports de l'ennemi ont quitté la rivière Stono, et les troupes qui avaient été débarquées il y a quelques jours sur

(1) Le vaisseau amiral. (Ed.)
(2) Le capitaine de pavillon John R. Tucker. (Ed.)

les îles maritimes (*Sea islands*), se sont de nouveau rembarquées. La question de savoir s'ils renouvelleront leur attaque est beaucoup débattue ici pour le moment, et l'opinion générale est qu'ils en sont rassasiés. Je crois, cependant, qu'ils feront encore une nouvelle tentative par mer, soutenue par une armée de terre, et qu'ils essayeront de prendre *Morris Island,* d'où ils pourront assaillir le fort Sumter avec plus d'espoir de succès. Ceci paraît être la carte qu'ils se préparent à jouer; mais je parierais deux contre un que le « général (1) » parera aux éventualités.

« Lorsqu'il devint évident que l'ennemi était sur le point de nous livrer bataille, le vieux *Sumter* le salua par une salve de treize coups de canon à poudre, et la musique, du haut du parapet, entonna l'air de *Dixie* (2). Les navires s'avancèrent dans un ordre parfait : quatre monitors formaient la première ligne d'attaque; puis, au centre, venait l'*Ironsides*, suivi de quatre autres monitors. Ils formèrent leur ligne de bataille à une distance d'environ quatorze cents yards du fort; puis le *Passaïc* s'élança pour ouvrir le bal (3).

« Les garnisons du fort et des batteries étaient toutes à leur poste, le général Trapier, qui se promenait sur le parapet de Moultrie, et le colonel Rhett sur celui de Sumter, *tous deux en gants blancs*, pouvaient être aperçus distinctement lorsque

(1) Beauregard. (Ed.)
(2) Chant national du Sud. (Ed.)
(3) Le feu. (Ed.)

la fumée ne les dérobait point à la vue ; ceci contribuait grandement à encourager les hommes à remplir leur devoir jusqu'au bout. Le fort Moultrie fut le premier à ouvrir le feu et, immédiatement après, des décharges simultanées par batteries vomirent leurs projectiles de tous les points à portée du *Passaïc*; les ordres étant de concentrer le feu sur le navire le plus rapproché. Dans l'espace d'environ vingt minutes, le *Passaïc* se retira, détachant de sa proue le *balayeur d'obstructions* ou « diable des Yankees, » lequel flotta sur le rivage de *Morris Island*, et se trouve maintenant en notre possession ; il est construit en bois et en fer, et pourvu à sa face inférieure de nombreux étançons en fer auxquels sont suspendues des chaînes munies de crochets pour amener à la surface de l'eau les torpilles (1) et les faire sauter. Le *Passaïc* est maintenant à Port-Royal pour réparer ses avaries. Ce fut ensuite le tour du *Keokuk* de quitter la ligne de bataille ; il s'avança d'une manière splendide, comme s'il allait culbuter le fort hors de l'eau. A une distance d'environ neuf cents yards, il fit une décharge générale avec ses mortiers de quinze pouces et ses canons rayés de deux cents. Le lieutenant-colonel Yates, officier du génie de grand mérite, qui commandait la batterie de canons Barbette sur le fronton Est, s'élança sur le canon Brooke, de sept pouces, et, le pointant lui-même, il envoya quatre décharges successives qui atteignirent le *Keokuk*.

(1) Machines infernales sous-marines. (Ed.)

La première frappa la guérite du pilote et, déviant en bas, on suppose que le boulet traversa la cale ; la seconde frappa la poupe, lui arrachant de grandes plaques en fer et déchirant son pont; la troisième frappa sa tourelle et la quatrième pénétra sa coque de part en part, tandis que toutes les autres batteries l'assaillirent, et lui portèrent nombre de coups. Le malheureux navire ne tira que quatre décharges, s'en alla flottant du côté de Morris Island, avec toutes ses pompes en jeu, et sombra à peu près à mille yards du rivage, le lendemain matin à neuf heures.

« L'*Ironsides* qui, jusqu'à ce moment, semblable à un cheval de bataille, avait chevauché çà et là, s'aventura à environ 1700 yards du fort Sumter ; il fut le troisième auquel le bon vieux fort eut à rendre ses hommages. Deux feux de bordées ajoutés à ceux du fort Moultrie et des batteries de Cummings Point et de Wagner, l'achevèrent d'une bonne façon et alors il se retira comme un grand chien atteint par une pierre à la jambe de derrière.

« Il vint ensuite un petit monitor noir qui vomit des projectiles en bon nombre avec ses mortiers de treize pouces. Plusieurs fois sa tourelle fut frappée par des boulets Columbiades de dix pouces, mais sans effets apparents, volant en éclats à leur contact sur les flancs du navire, comme s'ils étaient de verre.

« Je ne pense pas qu'il ait été atteint par le canon de Brooke.

« Un autre monitor de ceux qui étaient en ligne de bataille, se retira bientôt en mauvais état, et immédiatement après ils s'éloignèrent tous avec

l'accompagnement de « Dixie » entonné de nouveau sur le parapet du fort et l'envoi d'une salve d'adieux; mais cette fois les canons n'étaient pas chargés seulement à poudre.

« Le fort n'a pas été sérieusement endommagé, et les avaries faites semblent établir de la manière la plus indubitable la supériorité des fortifications en sable sur celles construites en maçonnerie. Trois boulets traversèrent entièrement les travaux en briques. Toutefois, ces derniers étaient de construction récente; c'étaient des embrasures nouvellement bouchées dont le ciment n'était pas de première qualité; on ne saurait donc les comparer aux murailles des vieux forts. L'ennemi tira cent dix coups, dont plus des deux tiers ont été dirigés contre le fort Sumter, sur lequel il avait concentré toute l'attaque. Il fut atteint quarante fois par des boulets et obus et dix-huit fois par des fragments d'obus.

« Beaucoup de ces obus de quinze pouces, en frappant dans l'eau, produisirent une colonne permanente de poussière d'eau au-dessus du fort; de sorte que l'action du soleil y développa le plus bel arc-en-ciel qu'il soit possible de voir; il planait au-dessus de la garnison.

« Le fort est dans d'aussi bonnes conditions de combat qu'avant l'engagement qui vient d'avoir lieu. Je dirai même qu'il est dans des conditions meilleures, car nous faisons usage de sacs de sable exclusivement pour réparer les brèches. Le pouvoir écrasant des obus de grande dimension dont l'ennemi fait usage est très-considérable, et s'il voulait

seulement s'approcher et ne pas s'inquiéter de voir couler une demi-douzaine de ses navires blindés, il parviendrait probablement à culbuter les fortifications : mais ceci est un mode de se battre pour lequel les Yankees n'ont aucune prédilection, et je crois qu'ils se sont beaucoup plus approchés de Sumter qu'ils ne le tenteront à l'avenir.

« Pendant le combat il y avait à peu près quatre-vingts nègres dans le fort, où ils travaillaient depuis quelque temps. L'un d'eux rampa à travers une embrasure sur le fronton Ouest du fort (faisant face à la ville) et s'assit sur les pierres des fondations, le dos appuyé contre le mur, afin d'être hors de tout danger. Un obus de quinze pouces, en frappant le parapet immédiatement au-dessus de lui, lança dans l'air une pluie de briques dont l'une le frappa droit sur le sommet de la tête ; mais cette dernière paraissant être invulnérable, l'incident n'eut d'autre effet que celui de le faire revenir sur ses pas.

« LaBatterie (1) était encombrée d'hommes, de femmes et d'enfants, tous jaloux d'être témoins de l'échec de l'ennemi qu'ils avaient considéré comme inévitable et, lorsque les navires se retirèrent, les nègres spectateurs rirent à cœur-joie avec force contorsions en montrant leur râtelier d'ivoire.

« Les batteries sur les îles et le fort Moultrie n'ont éprouvé aucune avarie. »

« Tout à vous,

X***

(1) Le quai de la ville de Charleston. (Ed.)

(B)

Le Président des États Confédérés, dans une tournée d'observation qu'il vient de faire à travers les États du Sud-Ouest, a été partout l'objet d'une réception enthousiaste et chaleureuse de la part du peuple et de l'armée. A Mobile, à la suite d'une revue de la garnison, il a été acclamé par toute la population et toute la troupe ; du haut du balcon de l'hôtel où il était logé, il a prononcé un discours improvisé que nous rappelons en le traduisant.

« Concitoyens !

« Je suis heureux de pouvoir déclarer devant vous, que la situation dans laquelle notre pays se trouve aujourd'hui est meilleure qu'elle était il y a une année. Arrivant du champ de bataille de Chickamauga, je ne puis guère me dispenser d'y faire allusion, bien que pour des raisons que vous comprendrez facilement, je ne puisse vous initier aux mouvements ultérieurs de nos troupes. Les braves vainqueurs de ces sanglantes journées, je puis le dire avec satisfaction, se montrent impatients de frapper le coup décisif qui doit leur assurer tous les fruits de la glorieuse victoire qu'ils ont remportée : je dirai plus, je crois qu'ils frapperont ce coup et

que les lourdes légions de Rosencranz seront ou détruites ou se verront réduites à chercher un refuge au delà de l'Ohio (1). Le même esprit anime les autres armées qui, avec l'appui des populations, refouleront dans leur cité de Boston, ou tout autre lieu d'où il est plus difficile de revenir, les hordes de Yankees qui ont envahi notre sol.

« Je vois devant moi un régiment du Texas, dont les rangs décimés me rappellent trop douloureusement qu'il ne peut en ce moment communiquer avec son État natal, d'où il recevrait les recrues dont il a si grand besoin ! Puis ce sont les conflits sanglants auxquels il a pris part sur les champs d'honneur, qui me reviennent à la pensée ; il a combattu comme il appartient aux Texiens de se battre ! Ayez bon courage ; des faits d'armes comme ceux auquels vous participez ne s'accomplissent jamais en vain ; ils assureront d'abord à votre pays le prix inestimable pour lequel vous luttez, et à vous-mêmes, un honneur et une gloire impérissables.

« Là encore, j'aperçois des Alabamiens et, j'en ai la conviction, ils sont dignes du nom que les champs de bataille en Virginie, dans le Tennessee et dans le Mississipi ont immortalisé ! Oublierai-je ce jeune porte-drapeau qui, à Chickamauga, a planté sur les barricades de l'ennemi l'étendard de son régiment, et l'a vu percé de quatre-vingt-neuf balles, avec sa hampe entièrement fracassée ! J'ai eu la satisfaction de donner à ce brave un avancement en récompense

(1) On connaît la défaite de ce général et son rappel. (Ed.)

de sa vaillante conduite et, telle était sa modestie, qu'en me présentant son drapeau, il semblait ignorer qu'il eût fait quoi que ce soit d'extraordinaire.

« J'ai lieu de croire que la garde civique est la digne émule de ses frères d'armes dans les camps. En parcourant vos lignes, mon émotion a été très-vive à la vue de ces enfants, la plupart très-jeunes encore, côte à côte avec des hommes dont les cheveux blancs attestent les nombreux hivers qui ont passé sur leurs têtes.

« Je vous râppelle à tous, dans les villes comme dans les camps, que vous n'êtes pas des soldats ordinaires ! Vous offrez au monde un spectacle tel qu'il n'en a jamais vu ! l'élite de la population du pays se porter dans les camps !

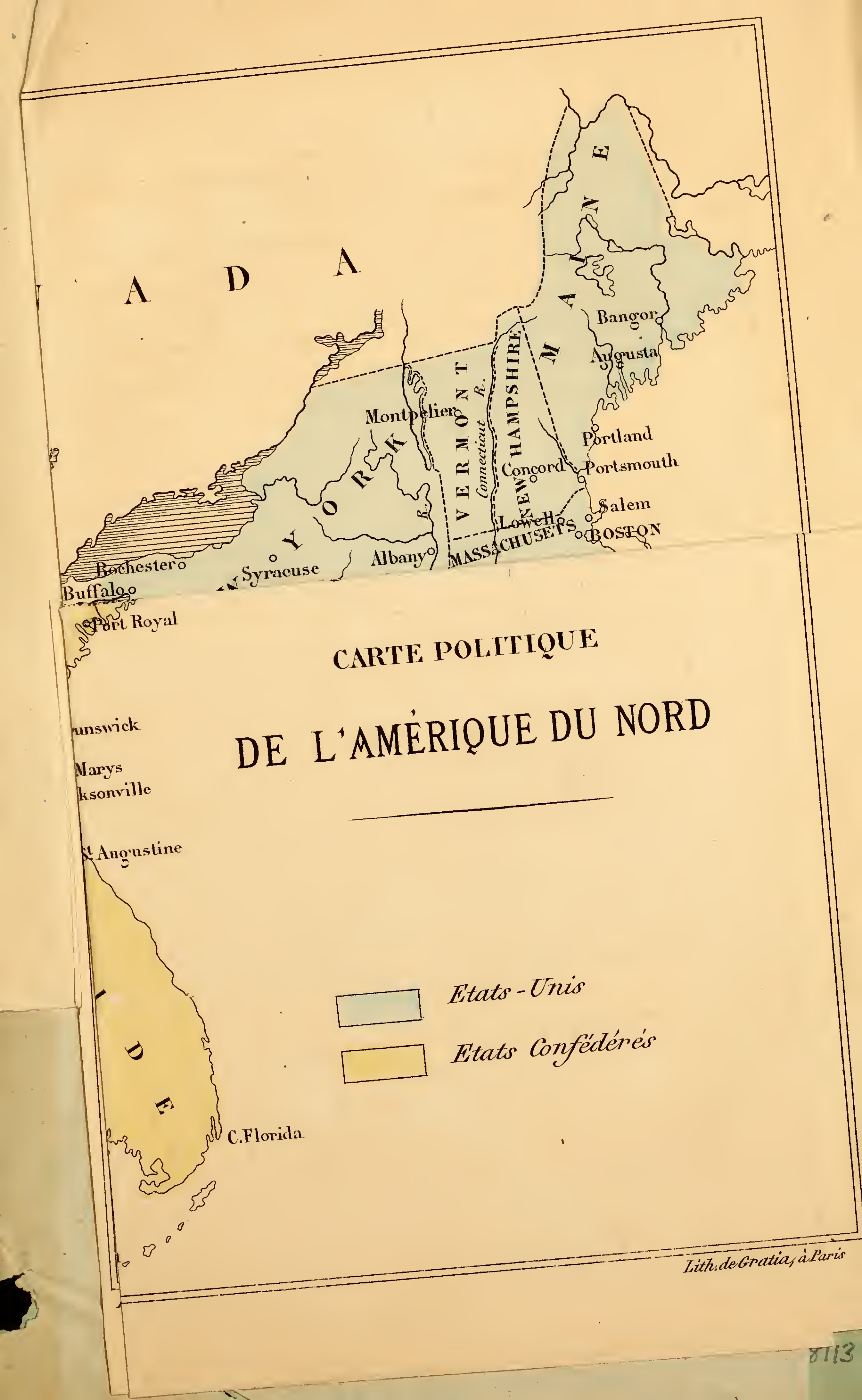
« A des hommes de votre trempe on peut faire appel à un sentiment tout autre qu'à celui d'une rigide discipline militaire. Le temps où nous luttons, la cause que nous soutenons, les considérations de toute nature exigent des efforts qu'on ne peut réclamer que d'une armée de héros ! Car vous en êtes tous !

« Reste cette partie de la population mâle à laquelle le grand âge défend de porter les armes. Mais eux aussi ont un rôle à jouer ; que ceux qui sont riches contribuent de leurs moyens pour venir en aide à ceux qui n'ont à offrir que leur sang ; que ceux qui sont sans fortune mettent leurs efforts et leur travail à contribution.

« Il y a une chose que chacun peut faire, c'est de bannir complétement l'égoïsme, le *self*, le moi :

s'il en est parmi nous qui se montrent sourds à l'appel du patriotisme et de l'honneur! qu'ils se souviennent que ceux qui accumulent des richesses en des temps comme ceux dans lesquels nous nous trouvons, assument sur eux et leur postérité la honte et le déshonneur ; que quiconque se sera prévalu de cette guerre pour s'enrichir, sera marqué, lui et les siens, du sceau de l'infamie. »

FIN


ADA
MAINE
Bangor
Augusta
VERMONT
Connecticut R.
NEW HAMPSHIRE
Montpelier
YORK
Portland
Portsmouth
Concord
Salem
Lowell
BOSTON
MASSACHUSETTS
Albany
Syracuse
Rochester
Buffalo
Port Royal
unswick
Marys
ksonville
St Augustine
DE
C.Florida
CARTE POLITIQUE
DE L'AMÉRIQUE DU NORD
Etats-Unis
Etats Confédérés
Lith. de Gratia, à Paris

s'il en est parmi nous qui se montrent sourds à l'appel du patriotisme et de l'honneur! qu'ils se souviennent que ceux qui accumulent des richesses en des temps comme ceux dans lesquels nous nous trouvons, assument sur eux et leur postérité la honte et le déshonneur ; que quiconque se sera prévalu de cette guerre pour s'enrichir, sera marqué, lui et les siens, du sceau de l'infamie. »

FIN


CARTE POLITIQUE
DE L'AMÉRIQUE DU NORD
Etats-Unis
Etats Confédérés
CANADA
OCÉAN ATLANTIQUE
GOLFE DU MEXIQUE
TERRITOIRES
DACOTAH
MINNESOTA
WISCONSIN
MICHIGAN
NEBRASKA
IOWA
ILLINOIS
INDIANA
OHIO
KANSAS
MISSOURI
KENTUCKY
TENNESSEE
VIRGINIE
MARYLAND
PENSYLVANIE
NEW YORK
NEW JERSEY
VERMONT
NEW HAMPSHIRE
MAINE
MASSACHUSETS
CONNECTICUT
DELAWARE
TERRITOIRE INDIEN
ARKANSAS
TEXAS
LOUISIANE
MISSISSIPPI
ALABAMA
GEORGIE
FLORIDE
CAROLINE DU NORD
CAROLINE DU SUD
St. Paul
Madison
Milwaukee
Chicago
Detroit
Toledo
Sandusky
Cleveland
Erie City
Buffalo
Rochester
Syracuse
Albany
Montpelier
Concord
Bangor
Augusta
Portland
Portsmouth
Salem
Lowell
BOSTON
Hortford
New Haven
New London
NEW YORK
Brooklyn
Newark
Trenton
PHILADELPHIE
Reading
Harrisburg
PITTSBURG
Gettysburg
Wilmington
BALTIMORE
Annapolis
Harpers Ferry
Winchester
WASHINGTON
Iowa City
Davenport
Omaha City
St. Joseph
Quincy
Springfield
Indianapolis
Columbus
Wheeling
CINCINNATI
Lexington
Boonville
Jefferson
St. LOUIS
New Albany
Louisville
Frankfort
Lexington
Carthage
Springfield
Cairo
Paducah
Bowlinggreen
Somerset
Lewisburg
Fredericksburg
Staunton
Gordonsville
RICHMOND
Petersburg
Lynchburg
Yorktown
Monroe
Portsmouth
Norfolk
Elizabeth City
Edenton
Weldon
Raleigh
Goldsboro
Newbern
Beaufort
C. Hatteras
Fayetteville
New Madrid
Nashville
Knoxville
Jackson
Tullahoma
Memphis
Chattanooga
Little Rock
Corinth
Huntsville
Salisbury
Rome
Atlanta
Florence
Wilmington
Columbia
Augusta
Milledgeville
Branchville
Georgetown
Jacon
Charleston
Port Royal
Tuscaloosa
Selma
Columbus
Montgomery
Vicksburg
Jakson
Natchez
Alexandria
Savannah
Brunswick
St. Marys
Jacksonville
St. Augustine
Port Hudson
Baton Rouge
NOUVELLE ORLÉANS
Brashear City
Mobile
Pensacola
Tallahassee
Colinton
St. Mark
Camp
Appalachicola
Cedar Keys
Ft. Brooke
C. Florida
Key West
Tortugas
Austin
Houston
Galveston
Matagorda B.
Corpus Christi
Padre I.
Bronsville
Brazos I.
Matamoros
Nebraska R.
Kansas R.
Arkansas R.
Canadian R.
Red R.
Brazos R.
Colorado R.
Rio San Antonio
Rio Nueces
Rio Grande
Mississippi
Missouri
Illinois R.
Wabash R.
Ohio
Cumberland R.
James R.
Hudson
Delaware
Connecticut R.
Baie Chesapeake
Savannah
Santee
Black Warrior R.
Alabama R.
Tombigby R.
Chattahoochee
Altamaha
Regnier et Dourdet, Graveurs, 8. Pass. Ste. Marie (R. du Bac)
Lith. de Gratia, à Paris

DU MÊME AUTEUR

EN PRÉPARATION

GALERIE DES CÉLÉBRITÉS

DE LA CONFÉDÉRATION DU SUD

Comprenant des portraits lithographiés de tous les hommes que la guerre d'Amérique a rendu célèbres dans les États confédérés.

Cette galerie formera un bel atlas in-folio avec fragments biographiques en regard de chaque portrait.

Les portraits des généraux Lee et Jackson, seront prochainement en vente chez MM. Goupil et Ce, boulevard Montmartre.

EN VENTE A LA LIBRAIRIE E. DENTU

Paris, imp. de L. Tinterlin, rue Neuve-des-Bons-Enfants, 3